

Arrêté n° 18-58 du 21/02/2018

portant Mise à Jour du PLU

pour instauration Servitudes d'Utilité
Publique sur site STV France

Le Maire,

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L 153-60 et R 153-18, ainsi que les articles L 151-43 et R 151-51 relatif au contenu des annexes du PLU,

Vu la délibération du conseil municipal en date du 06/02/2017 approuvant le Plan Local d'Urbanisme (PLU) ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 26-2018-02-12-004 en date du 12/02/2018 portant instauration de servitudes d'utilité publique sur le site STV France (commune de Portes les Valence -parcelles AB 39 et 40- et commune de Valence -parcelles CX79 et 8-) sis av. Salvador Allende ;

Vu l'arrêté préfectoral susvisé et plan annexé à celui-ci ;

ARRETE :

Article 1^{er} : Le PLU de la commune de PORTES LES VALENCE est mis à jour à la date du présent arrêté en fonction des éléments figurant dans l'arrêté préfectoral susvisé. A cet effet, cet arrêté préfectoral est annexé à la liste des servitudes d'utilité publique.

Article 2 : Les documents de la mise à jour sont tenus à la disposition du public, à la Mairie et à la Préfecture.

Article 3 : Le présent arrêté sera affiché en mairie durant UN mois.

Article 4 : Le présent arrêté est adressé à M. le Préfet de la Drôme et à M. le Directeur Départemental des Territoires.

Fait à PORTES LES VALENCE, le 21 février 2018

Le Maire,



Geneviève GIRARD



PRÉFET DE LA DRÔME

**Direction départementale de la Protection
des Populations
Service protection de l'environnement**

Valence, le 12 février 2018

**Affaire suivie par : Valérie DELVAL
et DREAL U ID 26/07 : Christophe BOUILLOUX
Tél : 04-26-52-22-09
Fax : 04-26-52-21-62
Courriel : valerie.delval@drome.gouv.fr**

ARRETE PREFECTORAL n° 26-2018-02-12-004

Instaurant des servitudes d'utilité publique (SUP) sur le site STV France (communes de Valence et Portes-les-Valence)

**Le Préfet de la Drôme
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier dans l'Ordre National du Mérite**

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.515-12 et R.515-31-1 à R.515-31-7 ;

VU le code de l'urbanisme, et notamment les articles L.151-43 et R.151-51 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 08-3355 du 1^{er} août 2008 encadrant l'activité de la société STV France située 130 avenue de Marseille à VALENCE (26000) ;

VU les études environnementales du bureau d'études SOCOTEC datant de 2016 ;

VU le rapport de l'inspection de l'environnement en date du 1^{er} septembre 2017 proposant un projet d'arrêté instaurant des servitudes d'utilité publique ;

VU l'avis de STV France en date du 26 septembre 2017 sur le projet d'arrêté ;

VU l'avis de la commune de Portes-lès-Valence en date du 11 décembre 2017 sur le projet d'arrêté ;

VU le rapport SOCOTEC n° EL7P017298 du 08/01/2018 sur les travaux de dépollution ;

VU le rapport et les propositions en date du 17 janvier 2018 de l'inspection de l'environnement ;

VU l'avis en date du 08 février 2018 du CODERST ;

Considérant la cessation d'activité de l'établissement STV France et la nécessité d'encadrer le futur usage du site ;

Considérant la présence de polluants (métaux, hydrocarbures ...) dans le sous-sol du site ;

Considérant que ces polluants n'ont pas d'impact à l'extérieur du site ni sur la nappe mais que cette situation rend toutefois nécessaire l'instauration d'une servitude d'utilité publique ;

Considérant que le seul propriétaire et utilisateur du site est STV France et qu'une simple consultation du propriétaire et des maires des communes concernées est alors nécessaire, par substitution à l'enquête publique prévue au troisième alinéa de l'article L.515-9 du code de l'environnement ;

Considérant que le projet de servitudes a été soumis à l'avis du propriétaire qui a émis un avis assorti de 2 remarques prises en compte dans le présent arrêté ;

Considérant que la commune de Portes-lès-Valence a émis un avis favorable au projet de servitudes et que la commune de Valence n'a pas répondu à la consultation et que son avis est donc réputé favorable ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Drôme :

ARRÊTE

Article 1^{er} :

Les parcelles cadastrées sous les numéros 79 et 80 de la section CX sur le territoire de la commune de VALENCE et les parcelles cadastrées sous les numéros 39 et 40 de la section AB sur le territoire de la commune de PORTES-LES-VALENCE, sont assujetties aux servitudes d'utilité publique (SUP) définies à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 : Nature des servitudes d'utilité publique

— Maintien d'un usage non sensible au droit du site (de type industriel ou artisanal), pourvu des contraintes d'aménagement suivantes :

1° Canalisations d'eau potable (AEP) :

- maintien du passage des canalisations d'eau potable du site en dehors des secteurs contaminés par des composés organiques, c'est-à-dire à au-moins 5 mètres à l'écart des points S3, S4, S10, S12, S13, S14, S29, S35 et zone S44, sauf en cas de dépollution préalable ;
- dans l'éventualité où un futur aménagement nécessiterait une modification des tracés AEP, il conviendra alors de privilégier les secteurs non contaminés et à défaut, de mettre en place des canalisations constituées dans un matériau interdisant l'éventuelle migration des polluants extérieurs dans l'eau qu'elles contiennent (fonte...) ou constituées en PEHD et dans des tranchées remblayées par des terres saines.

2° Travaux de terrassement :

- les terres issues de la zone S44 et du local compresseur (S29) présentant des teneurs non acceptables en installation de stockage de déchets inertes, devront être éliminées en centre adapté ;
- pour les autres parties du site, les terres devront faire l'objet d'une procédure d'acceptation préalable avant envoi dans une filière adaptée. En cas de remblaiement, l'excavation devra soit être faite par couche, afin de pouvoir respecter l'ordre initial des couches lors du remblaiement, soit prévoir l'ajout en surface de terre saine sur une épaisseur minimale de 50 cm ;
- la gestion des bétons éventuellement excavés devra également respecter une démarche de procédure d'acceptation préalable avant envoi en filière adaptée ;
- les éléments de traçabilité et de preuve du respect de ces démarches devront être conservés au moins 10 ans à l'issue des travaux effectués.

3° Maintien des recouvrements :

- les recouvrements imperméables actuellement présents sur le site au droit des zones contaminées doivent être conservés en bon état, en particulier autour des points S12, S13, S14, S25, S29, S35, S37, S40 et zone S44.

4° Servitude non-plantandi :

Toute plantation d'arbres ou arbustes ainsi que tout aménagement de type « jardin privatif » sont interdits.

— Changement d'usage ou d'aménagement :

- en cas de réaménagement de l'ancien hall de production du bâtiment principal, il conviendra de respecter la taille minimale de cellule définie dans l'EQRS (rapport SOCOTEC F13T1/16/566 du 17/05/2016) pour laquelle le risque calculé est acceptable, c'est-à-dire surface de 20 m², hauteur sous plafond 2,44 m et taux de renouvellement d'air de 0,25 h⁻¹ ;
- tout changement d'usage ou d'aménagement devra être validé par une étude quantitative des risques sanitaires (EQRS) assortie, le cas échéant, d'un plan de gestion. Une attestation émanant d'un bureau d'études certifié dans le domaine des sites et sols pollués, ou équivalent, devra être produite, sous la forme prévue aux articles L556-1 et L556-2 du code de l'environnement ;
- les locaux de transformation (actuels et anciens) n'ayant pas pu faire l'objet de prélèvements en raison de la présence de réseaux enterrés actifs ou sous tension, une incertitude réside sur la qualité des sols au droit de ces équipements. Lors de l'arrêt éventuel de ces installations, des investigations devront être réalisées au droit de ces zones (réalisation préalable de prélèvements de sols et analyses en particulier sur les paramètres suivants : métaux, HAP, COHV, PCB, hydrocarbures...) et, le cas échéant, des mesures de dépollution seront proposées et le plan de gestion sera mis à jour.

Article 3 : Sol affecté par les servitudes d'utilité publique

L'ensemble des parcelles listées à l'article 1 du présent arrêté est affecté par les servitudes d'utilité publique définies à l'article 2.

Les points et zones listés à l'article 2 et faisant l'objet de mesures spécifiques sont référencés dans le plan annexé au présent arrêté. Les points référencés Sxx (ex : S3, S37...) étant des points de mesures ponctuels, les mesures définies sont également valables à minima dans une zone de 5 mètres de rayon autour de ces points.

Article 4 : Durée des servitudes d'utilité publique

Toute suppression ou toute modification des servitudes ne pourra se faire qu'à la requête de toute personne ayant qualité pour instituer de telles servitudes, conformément à l'article L515-9 du Code de l'Environnement.

Article 5 : Notification et obligation d'information des propriétaires successifs et des locataires :

Le présent arrêté sera notifié par le Préfet de la Drôme aux maires des communes de VALENCE et PORTES-LES-VALENCE et à STV France.

Le propriétaire devra, en cas de mise à disposition à un tiers ou mutation à titre gratuit ou onéreux de tout ou partie des parcelles visées à l'article 1, dénoncer au nouvel ayant droit les restrictions d'usage dont elles sont grevées en application des articles 2 et 3, obligeant ledit ayant droit à les respecter en ses lieux et place.

Article 6 : Information des tiers

Le présent arrêté sera publié au registre des actes administratifs de la préfecture de la Drôme. Les servitudes instituées par le présent arrêté seront annexées aux plans locaux d'urbanisme de VALENCE et de PORTES-LES-VALENCE respectivement.

Article 7 : Délais et voies de recours

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de Grenoble :

- 1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la présente décision ;
- 2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Article 8 : Exécution

Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Drôme, Monsieur le Maire de VALENCE, Madame le Maire PORTES-LES-VALENCE et Madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à :

- M. le Maire de VALENCE ;
- Mme le Maire de PORTES-LES-VALENCE
- M. le Directeur de la société STV France.

A Valence, le 12 FEV. 2018
Le Préfet,

Pour le Préfet, par délégation
Le Directeur de Cabinet

Sabry HANI

Ma mise en page

Portes-lès-Valence

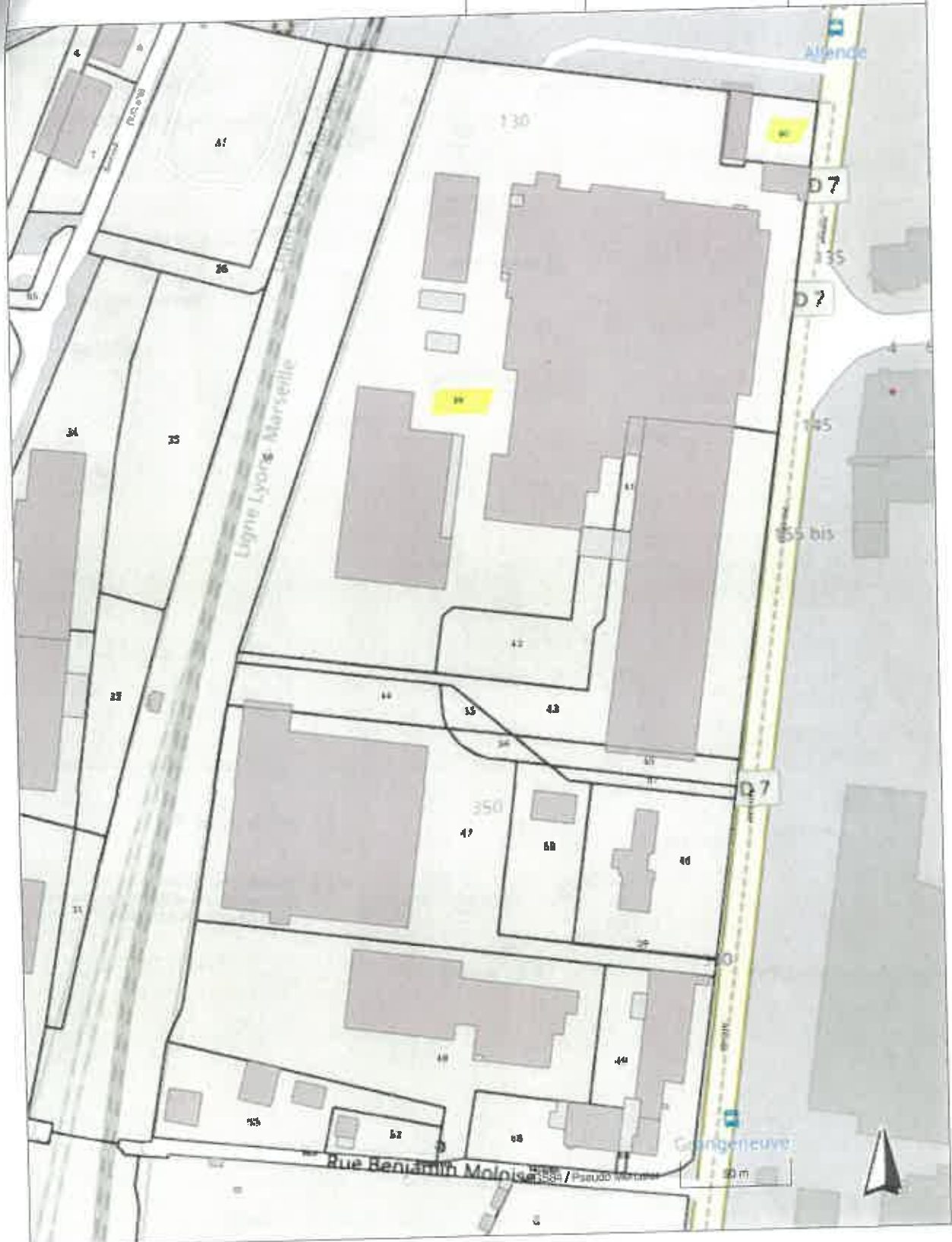
Echelle

Classe de précision

Date

1 / 2500

20/02/2018



Vu pour être annexé

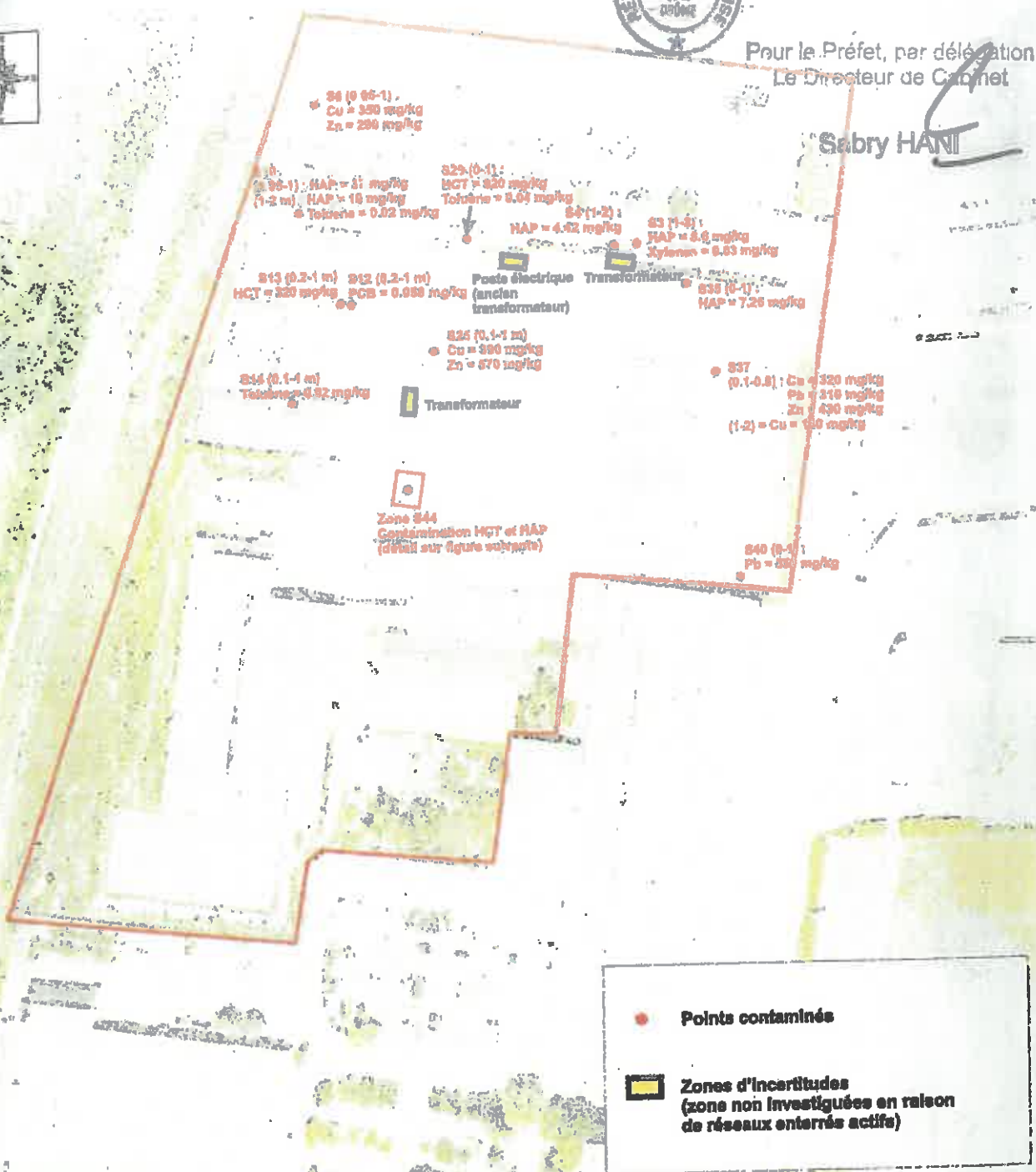
à l'arrêté n° 26-2018-02-12-004
du 12 FEB. 2018



le Préfet

Pour le Préfet, par délégation
Le Directeur de Cabinet

Sabry HANI



Affaire : 1607EL7P0000012

Site : STV
130 avenue de Marseille
Valence (26)

Plan de localisation des contaminations de l'ensemble du site



Arrêté n° 17-317 du 24/11/2017

portant Mise à Jour du PLU

Le Maire,

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L 153-60 et R 153-18, ainsi que les articles L 151-43 et R 151-51 relatif au contenu des annexes du PLU,

Vu la délibération du conseil municipal en date du 06/02/2017 approuvant le Plan Local d'Urbanisme (PLU) ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 16/05/2017 portant création du périmètre délimité des abords des vestiges de la Chapelle St Gervais et du site antique protégés au titre des monuments historiques ;

Vu l'arrêté ministériel en date du 08/11/2016 approuvant le Plan des Servitudes Aéronautiques de Dégagement ;

Vu les plans et documents annexés au présent arrêté ;

ARRETE :

Article 1^{er} : Le PLU de la commune de PORTES LES VALENCE est mis à jour à la date du présent arrêté en fonction des éléments du dossier annexé. A cet effet, sont intégrés en annexe de celui-ci, la liste et le plan des servitudes d'utilité publique.

Article 2 : Les documents de la mise à jour sont tenus à la disposition du public, à la Mairie et à la Préfecture.

Article 3 : Le présent arrêté sera affiché en mairie durant UN mois.

Article 4 : Le présent arrêté est adressé à M. le Préfet de la Drôme et à M. le Directeur Départemental des Territoires.

Fait à PORTES LES VALENCE, le 24 novembre 2017

Le Maire,



Geneviève GIRARD

Arrêté n° 2017-142 du 14/06/2017

**portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU)
de la commune de PORTES-LES VALENCE (26800)**

Le Maire,

Vu le code de l'urbanisme, et notamment les articles L 153-60 et R 153-18 relatifs au contenu des annexes du dossier d'un PLU,

Vu la délibération du conseil municipal de Portes les Valence du 06/02/2017 approuvant le Plan Local d'Urbanisme ;

Vu l'arrêté ministériel du 08 novembre 2016 portant approbation du plan des servitudes aéronautiques de dégagement de l'aérodrome de Valence -Chabeuil,

Vu les plans et documents annexés au présent arrêté ;

Vu le nouveau plan de SUP (servitudes d'utilité publique) mis à jour le 11/05/2017 par les services de l'Etat,

ARRETE :

Article 1 : le PLU de la commune de PORTES LES VALENCE est mis à jour à la date du présent arrêté en fonction des éléments du dossier annexé. A cet effet, est intégrée en annexe au PLU, le nouveau plan de servitudes d'utilité publique.


Article 2 : les documents de la mise à jour sont tenus à la disposition du public, à la Mairie et à la Préfecture.

Article 3 : Le présent arrêté sera affiché en Mairie durant un mois.

Article 4 : Le présent arrêté est adressé à Monsieur le Préfet et à la Direction Départementale des Territoires.

Fait à PORTES LES VALENCE, le 14 juin 2017

Le Maire,



Geneviève GIRARD.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de l'environnement, de
l'énergie et de la mer, en charge des
relations internationales sur le climat

Arrêté du – 8 NOV 2016

**portant approbation du plan de servitudes aéronautiques de dégagement de l'aérodrome
de Valence-Chabeuil (Drôme)**

NOR : DEVA1624714A

**La ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, chargée des relations
internationales sur le climat,**

Vu le code de l'aviation civile, notamment ses articles R. 241-3 et R. 242-1 ;

Vu le code des transports, notamment ses articles L. 6350-1 à L. 6351-5 ;

Vu l'arrêté du 7 juin 2007 modifié fixant les spécifications techniques destinées à servir
de base à l'établissement des servitudes aéronautiques, à l'exclusion des servitudes
radioélectriques ;

Vu le procès-verbal de clôture de la conférence entre les services intéressés en date du
20 novembre 2015 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2016091-0002 du 31 mars 2016 prescrivant une enquête
publique sur le projet de plan des servitudes aéronautiques de dégagement de l'aérodrome de
Valence-Chabeuil ;

Vu le rapport du commissaire enquêteur en date du 26 juin 2016,

Arrête :

Article 1^{er}

Le plan de servitudes aéronautiques de dégagement de l'aérodrome de Valence-Chabeuil annexé
au présent arrêté est approuvé.

Article 2

Le plan de servitudes aéronautiques de dégagement de l'aérodrome de Valence-Chabeuil
concerne le territoire des communes suivantes :

Département de la Drôme (26) :

ALIXAN	MONTELEGER
ALLEX	MONTELIER
AMBONIL	MONTMEYRAN
BEAUMONT-LES-VALENCE	MONTOISON
BOURG-LES-VALENCE	MONTVENDRE
CHABEUIL	PORTES-LES-VALENCE
CHATEAUNEUF-SUR-ISERE	ROMANS-SUR-ISERE
CLERIEUX	SAINT-BARDOUX
ETOILE-SUR-RHONE	SAINT-MARCEL-LES-VALENCE
EURRE	VALENCE
GRANGES-LES-BEAUMONT	UPIE
MALISSARD	

Article 3

Le plan de servitudes aéronautiques de dégagement de l'aérodrome de Valence-Chabeuil comprend :

- un plan d'ensemble A1 n° PSA-A1_SNIA-PEA_LFLU_2 à l'échelle 1 : 25 000^{ème} ;
- un plan de détails A2 n° PSA-A2_SNIA-PEA_LFLU_2 à l'échelle 1 : 10 000^{ème} ;
- un plan des zones dégagées d'obstacles (OFZ) A3 n° PSA-A3_SNIA-PEA_LFLU_1 à l'échelle 1 : 10 000^{ème} ;
- une note annexe.

Article 4

Le plan de servitudes aéronautiques de dégagement de l'aérodrome de Valence-Chabeuil est tenu à la disposition du public, aux jours et heures d'ouverture habituels, dans la mairie de chacune des communes mentionnées à l'article 2.

Article 5

Le préfet de la Drôme est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le - 8 NOV 2016

La ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer,
chargée des relations internationales sur le climat

Pour la ministre et par délégation :

Le directeur du transport aérien,

M. BOREL



Maîtrise d'ouvrage



Ministère
de l'Environnement,
de l'Énergie
et de la Mer



Direction de la Sécurité de l'Aviation Civile centre-est

AERODROME DE VALENCE – CHABEUIL

PLAN DES SERVITUDES AERONAUTIQUES DE DEGAGEMENT

B - NOTE ANNEXE

Maîtrise d'œuvre

Service National d'Ingénierie Aéroportuaire

Département Programmation Environnement Aménagement

Siège : 82, rue des Pyrénées – 75970 Paris cedex 20

Site Méditerranée : 1 rue Vincent Auriol – CS 90890 – 13627 Aix en Provence Cedex 1

<p>Vérifié par le chef du bureau Environnement Aménagement Aix, le 7 septembre 2016</p>  <p>J.N. HERBEY</p>	<p>Proposé par le chef du département Programmation Environnement Aménagement Paris, le 7 septembre 2016</p>  <p>M. HONORAT</p>	<p>Présenté par le directeur du Service National d'Ingénierie Aéroportuaire Paris, le 7 septembre 2016</p>  <p>A. LASLAZ</p>
<p>Approuvé par arrêté ministériel en date du 8 NOVEMBRE 2016</p>		

SOMMAIRE

1 - NOTICE EXPLICATIVE	3
I - GÉNÉRALITES SUR LES SERVITUDES AÉRONAUTIQUES	3
I.1 - OBJET ET PROCÉDURE	3
I.2 - BASES RÉGLEMENTAIRES	3
I.3 - CARACTÉRISTIQUES PRISES EN COMPTE POUR L'ÉTABLISSEMENT DES SERVITUDES	4
I.4 - FORME GÉNÉRALE DES SERVITUDES	4
I.5 - APPLICATION DES SERVITUDES	5
I.5.1 - Obstacles mobiles	5
I.5.2 - Balisage des obstacles	5
II - SERVITUDES AÉRONAUTIQUES DE L'AÉRODROME DE VALENCE CHABEUIL	6
II.1 - PRÉAMBULE	6
II.2 - PLAN DE SITUATION	6
II.3 - CARACTÉRISTIQUES PHYSIQUES DES INFRASTRUCTURES -	7
II.3.1 - Caractéristiques géométriques	7
II.3.2 - Chiffre de code	8
II.3.3 - Mode d'exploitation des pistes	8
II.4 - SURFACES AÉRONAUTIQUES DE DÉGAGEMENT	9
II.4.1 - Trouées d'atterrissage et de décollage	9
II.4.2 - Surfaces latérales	11
II.4.3 - Périmètre d'appui	11
II.4.4 - Surface horizontale intérieure	11
II.4.5 - Surface conique	11
II.4.6 - Adaptations des surfaces	12
II.5 - SURFACES ASSOCIÉES AUX APPROCHES DE PRÉCISION (OFZ)	12
II.6 - SURFACES APPLICABLES POUR LES AIDES VISUELLES	14
II.6.1 - Surfaces dégagées d'obstacles (OCS) des indicateurs visuels de pente d'approche	14
II.7 - ASSIETTE DES DÉGAGEMENTS	14
II.7.1 - Aire de dégagement et limites des communes sous servitudes	14
II.7.2 - Communes concernées par les servitudes aéronautiques	15
2 - MISE EN APPLICATION DU PSA	18
I - LISTE DES OBSTACLES DÉPASSANT LES COTES LIMITES AUTORISÉES PAR LES SERVITUDES APRÈS ADAPTATIONS	18
II - TRAITEMENT DES OBSTACLES	19
II.1 - OBSTACLES EXISTANTS	19
II.2 - REPERAGE DES OBSTACLES DANS LES TROUÉES	21
II.3 - OBSTACLES À VENIR	26
3 - ÉTAT DES BORNES DE REPERAGE D'AXE ET DE CALAGE	27

1 - NOTICE EXPLICATIVE

I - GÉNÉRALITES SUR LES SERVITUDES AÉRONAUTIQUES

I.1 - OBJET ET PROCÉDURE

Le plan de servitudes aéronautiques (PSA) de dégagement a pour but de protéger la circulation aérienne contre tout obstacle dangereux situé dans l'emprise ou aux abords d'un aérodrome, de manière à garantir la sécurité de l'espace aérien nécessaire aux processus d'approche finale et de décollage des avions, mais aussi de préserver le développement à long terme de la plate-forme. Il détermine, tenant compte du relief naturel du terrain, les zones frappées de servitudes aéronautiques, ainsi que les cotes maximales à ne pas dépasser, définies à partir de l'utilisation de surfaces de dégagements aéronautiques, et au-dessus desquelles l'espace doit toujours être libre d'obstacle.

De plus, ce plan identifie et positionne, dans le volume aéronautique couvrant l'aérodrome, tous les obstacles naturels ou non perçant les surfaces de dégagement afin que ceux-ci soient diminués, supprimés ou balisés en référence aux limites altimétriques des servitudes appliquées.

Le dossier des servitudes aéronautiques de dégagement (plans + note annexe) fait l'objet d'une procédure d'instruction locale (conférence entre services et collectivités intéressées, suivie d'une enquête publique). Il est ensuite approuvé par arrêté ministériel ou par décret en Conseil d'État.

Le plan de servitudes aéronautiques est alors déposé à la mairie de chaque commune frappée par lesdites servitudes pour être annexé au plan local d'urbanisme (PLU) ou à la carte communale. Ce document est dès lors juridiquement opposable aux tiers. Il permet de demander une limitation de hauteur des obstacles perçant les servitudes et la suppression de ceux qui sont dangereux pour la navigation aérienne aux abords de l'aérodrome.

Le PSA permet également de définir tous les obstacles devant être balisés. Cependant, l'obligation de balisage des obstacles reste à l'appréciation des services de l'aviation civile.

I.2 - BASES RÉGLEMENTAIRES

Les servitudes aéronautiques de dégagement sont établies en application :

- du code des transports, en particulier des articles L 6350-1 à L 6351-5,
- du code de l'aviation civile, en particulier des articles R 241-3 à R 242-1, D 241-4 à D 242-14, et D 243-7,
- de l'arrêté du 7 juin 2007 modifié fixant les spécifications techniques destinées à servir de base à l'établissement des servitudes aéronautiques, à l'exclusion des servitudes radioélectriques.

I.3 - CARACTÉRISTIQUES PRISES EN COMPTE POUR L'ÉTABLISSEMENT DES SERVITUDES

Les spécifications techniques des servitudes aéronautiques de dégagement, fixées par l'arrêté du 7 juin 2007 modifié, sont définies à partir des caractéristiques suivantes :

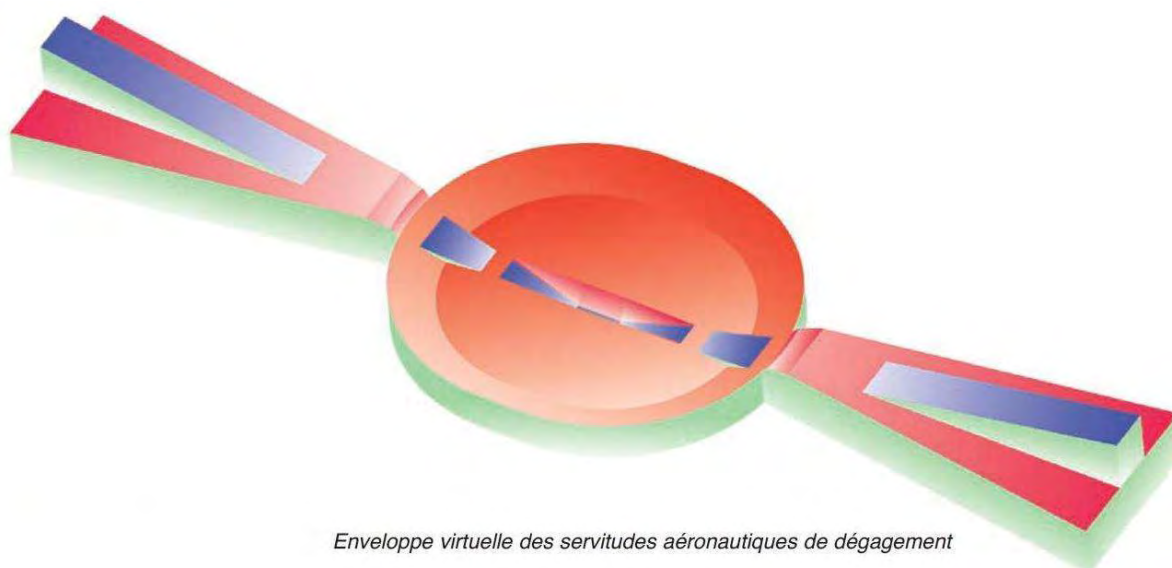
- les caractéristiques géométriques du système de pistes de l'aérodrome dans son stade ultime de développement,
- le code de référence attribué à chacune des pistes de l'aérodrome concerné (cette codification est définie par l'arrêté du 10 juillet 2006 relatif aux caractéristiques techniques de certains aérodromes terrestres utilisés par les aéronefs à voilure fixe),
- les procédures d'approche, d'atterrissage et de décollage (approche à vue de jour, de jour et de nuit, classique, de précision ...),
- les aides visuelles,
- les éventuels obstacles préexistants nécessitant des adaptations des surfaces.

Lorsque plusieurs des spécifications techniques déterminées par cette réglementation s'appliquent en un même point, la spécification la plus contraignante est prise en considération.

I.4 - FORME GENERALE DES SERVITUDES

Les servitudes aéronautiques sont constituées par diverses surfaces géométriques dont la forme générale figure sur la vue en perspective ci-dessous.

Le périmètre d'appui est le périmètre de la plus petite surface au sol contenant l'ensemble des bords intérieurs des trouées de décollage et d'atterrissage et des lignes d'appui des surfaces latérales et incluant les éventuels raccords rectilignes.



Enveloppe virtuelle des servitudes aéronautiques de dégagement

I.5 - APPLICATION DES SERVITUDES

Les plans des servitudes aéronautiques de dégagement déterminent les altitudes que doivent respecter les constructions ou obstacles de toute nature qu'ils soient fixes ou mobiles.

I.5.1 - Obstacles mobiles

Les règles relatives aux obstacles mobiles ne s'appliquent qu'aux obstacles en dehors de l'emprise aéroportuaire.

Chacune des voies sur lesquelles se déplacent des obstacles canalisés est considérée comme constituant un obstacle dont la hauteur est celle du gabarit qui lui est attaché.

- autoroutes : gabarit de 4,75 m,
- routes de trafic international : gabarit de 4,50 m,
- autres voies routières : gabarit de 4,30 m,
- voies ferrées non électrifiées : gabarit de 4,80 m,
- voies navigables : gabarit de 3,70 m à 7 m suivant le type de voies.

Le gabarit s'appliquant à chaque type de voie est majoré de 2 mètres sur les tronçons couverts par une trouée.

I.5.2 - Balisage des obstacles

Le balisage des obstacles a pour objectif de signaler la présence d'un danger. Il ne supprime pas le danger lui-même.

En application de l'article 8 de l'arrêté du 7 juin 2007 modifié, l'obligation du balisage peut être imposée sur les portions de sol situées au-dessous des surfaces de dégagement d'un aérodrome, telles que définies dans l'arrêté du 10 juillet 2006 relatif aux caractéristiques techniques de certains aérodromes terrestres utilisés par les aéronefs à voilure fixe.

Les obstacles à baliser sont donc déterminés par rapport aux surfaces de dégagements aéronautiques basées sur les infrastructures existantes et il n'est pas nécessaire de disposer d'un PSA approuvé, basé sur le stade ultime de développement de l'aérodrome, pour imposer ce balisage.

Les obstacles fixes font l'objet d'une distinction entre obstacles massifs, obstacles minces et obstacles filiformes de la manière suivante :

- les obstacles massifs sont constitués par les éminences du terrain naturel, les bâtiments, les forêts, etc.,
- les obstacles minces sont constitués par les pylônes, les cheminées, les antennes, etc. (dont la hauteur est très supérieure aux dimensions horizontales),
- les obstacles filiformes sont constitués par les lignes électriques, les lignes téléphoniques, les caténaires, les câbles de téléphériques, etc.

Les obstacles concernés sont ceux dont le sommet dépasse les surfaces de balisage, elles-mêmes situées 10 mètres en dessous des surfaces de dégagements aéronautiques pour les obstacles massifs et minces, 20 mètres s'agissant des obstacles filiformes.

La nécessité de baliser un obstacle est appréciée par la direction de la sécurité de l'aviation civile interrégionale (DSAC-IR) territorialement compétente et doit faire systématiquement l'objet d'une étude particulière afin de déterminer les obstacles à baliser soit de jour ou de nuit, soit de jour et de nuit.

II - SERVITUDES AÉRONAUTIQUES DE L'AÉRODROME DE VALENCE CHABEUIL

II.1 - PRÉAMBULE

L'aérodrome de VALENCE-CHABEUIL ne dispose pas d'un plan des servitudes aéronautiques en vigueur.

Les servitudes aéronautiques destinées à protéger les dégagements de l'aérodrome de VALENCE-CHABEUIL ont été créées pour assurer la protection des dégagements des infrastructures aéronautiques suivantes :

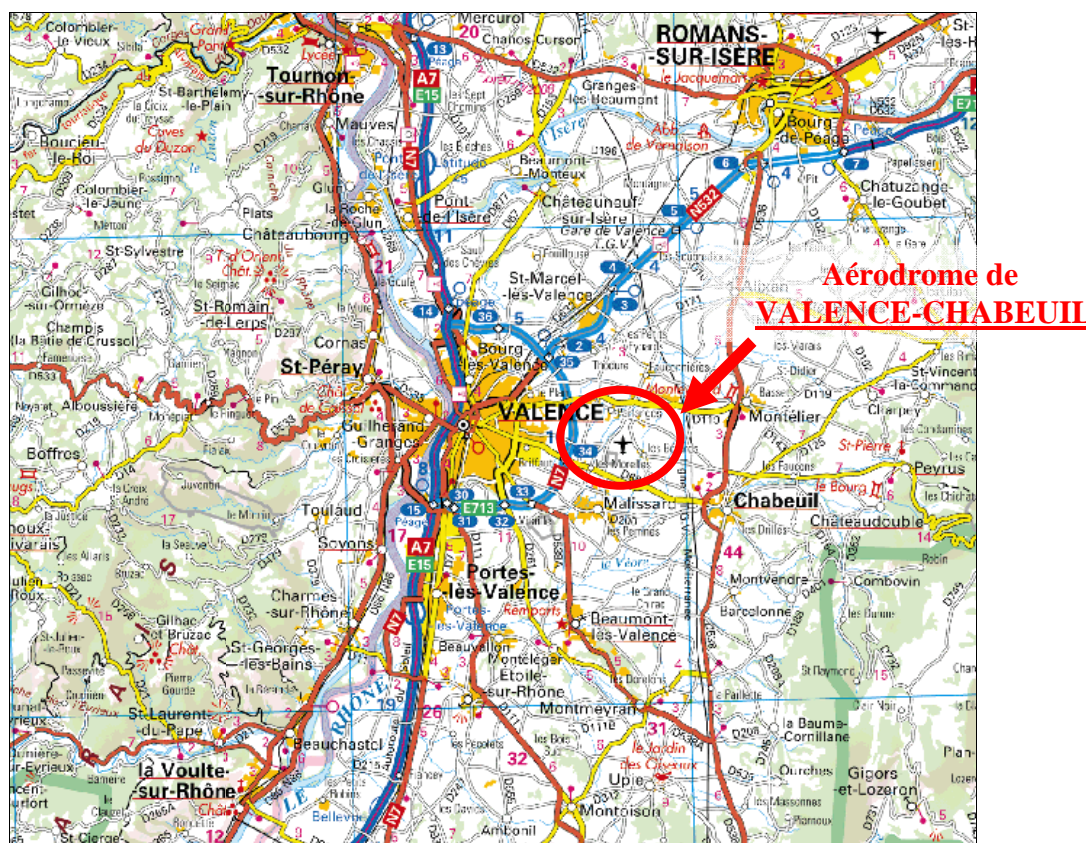
- une piste principale 01L/19R de 2 099 mètres,
- une piste en herbe centrale 01C/19C de 1 192 mètres,
- une piste en herbe 01R/19L de 402 mètres,
- une aire d'approche finale et de décollage pour hélicoptères (FATO) à l'ouest des pistes.

Ces caractéristiques correspondent au stade actuel de développement de l'aérodrome.

Ce dossier de servitudes aéronautiques prend en compte les caractéristiques géométriques du système de pistes et les procédures d'approche, de décollage et d'atterrissage déterminées pour le stade ultime de développement de l'aérodrome et précisées au § II.3.

Il est établi suivant les spécifications techniques fixées par l'arrêté du 7 juin 2007 modifié.

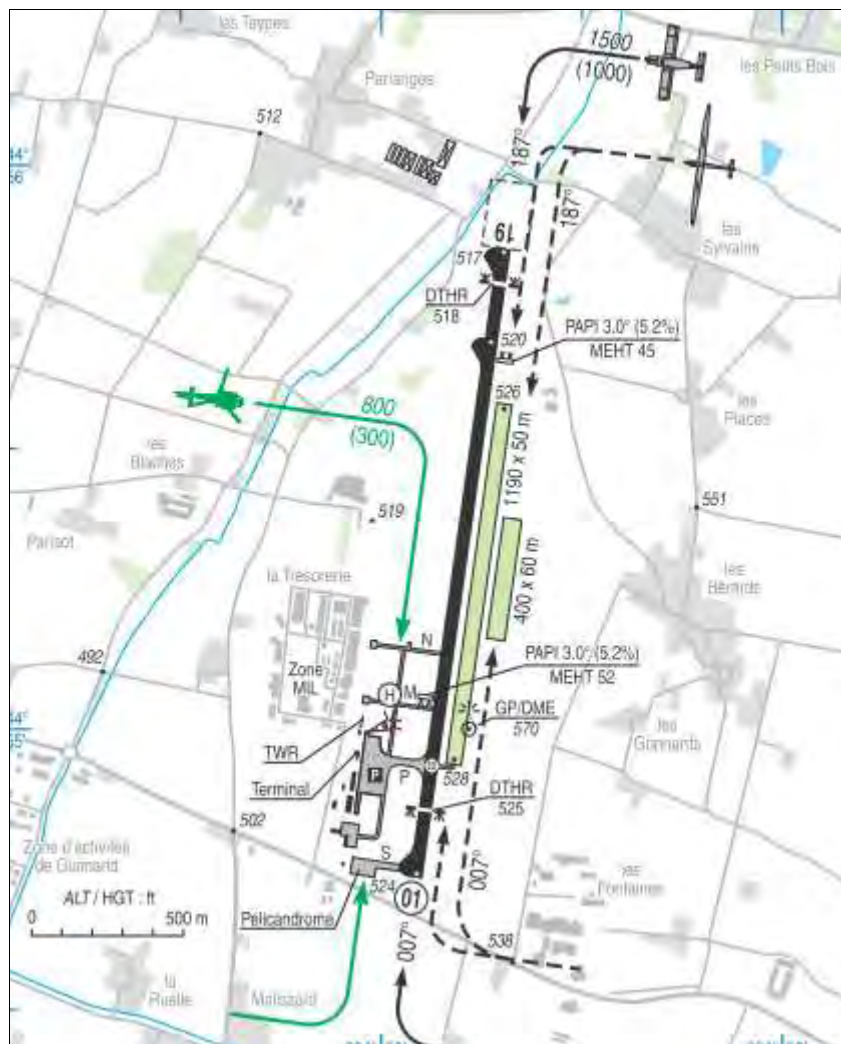
II.2 - PLAN DE SITUATION



L'aérodrome de VALENCE CHABEUIL est situé à 7 kilomètres à l'est de Valence dans le département de la Drôme. Il est géré par le Syndicat Mixte de Gestion de l'aéroport de Valence-Chabeuil.

II.3 -CARACTÉRISTIQUES PHYSIQUES DES INFRASTRUCTURES -

II.3.1 - Caractéristiques géométriques



- Systeme de pistes

Les orientations et dimensions des pistes de l'aérodrome prises en compte dans son **stade ultime** de développement (*identique au stade existant*) sont les suivantes :

- piste principale 01L/19R revêtue, orientée 08°/ 188° de 2 099 mètres de long x 45 mètres de large, comportant :
 - un seuil décalé au QFU 01 de 255 mètres,
 - un seuil décalé au QFU 19 de 125 mètres,
 - un prolongement dégagé de 160 mètres du côté du seuil 19 et d'une largeur de 150 mètres,
 - pas de prolongement dégagé du côté du seuil 01,
- piste centrale en herbe 01C/19C, orientée 08°/ 188° de 1 191,9 mètres de long x 50 mètres de large, parallèle à la piste principale et réservée pour le décollage des avions légers.

- piste en herbe 01R/19L, orientée 08°/ 188° de 401,6 mètres de long x 60 mètres de large, parallèle à la piste en herbe 01C/19C réservée pour l'atterrissage des planeurs.
- aire d'approche finale et de décollage pour hélicoptères (FATO), orientée 08° / 188° parallèle aux pistes de 18,2 mètres de côté incluse dans une aire de sécurité de 36,4 mètres de côté.

Ces caractéristiques sont précisées sur le schéma du paragraphe 3 - Etat des bornes de repérage d'axe et de calage.

▪ **Altitude de référence**

L'altitude de référence de l'aérodrome est le point le plus élevé de la surface de la piste utilisée pour l'atterrissage.

L'aérodrome de VALENCE CHABEUIL a une altitude de référence de **162,30 m NGF** (altitude rapportée au nivellement général de la France). Cette altitude est située sur la piste en herbe 01R/19L. Elle intervient pour fixer l'altitude de la surface horizontale intérieure et la cote maximale des surfaces associées aux atterrissages de précision.

II.3.2 - Chiffre de code

Les surfaces utilisées pour les servitudes aéronautiques de dégagement dépendent du premier élément du code de référence des infrastructures de l'aérodrome tel qu'il est défini aux articles 3 et 4 de l'arrêté du 10 juillet 2006 relatif aux caractéristiques techniques de certains aérodromes terrestres utilisés par les aéronefs à voilure fixe.

Le premier élément de ce code est un chiffre qui est déterminé par la plus grande des distances de référence des aéronefs auxquels l'infrastructure est destinée.

Le chiffre de code établissant les servitudes aéronautiques de l'aérodrome est :

- 4 pour la piste principale revêtue,
- 1 pour les deux pistes non revêtues.

NB : pour ce qui concerne l'aire d'approche finale et de décollage pour hélicoptères, les caractéristiques des surfaces utilisées correspondent à la classe de performances 1.

II.3.3 - Mode d'exploitation des pistes

Le mode d'exploitation de chaque piste détermine, en fonction du chiffre de code, les caractéristiques des servitudes aéronautiques de dégagement.

Le mode d'exploitation de la piste principale de l'aérodrome, pris en compte dans son **stade ultime** de développement, est le suivant :

La piste principale revêtue (01L/19R) est exploitée aux instruments, de jour (et de nuit avec indicateurs visuels de pente d'approche) :

- seuil 01L : approche de précision de catégorie I,
- seuil 19R : approche classique.

La piste non revêtue (01C/19C) est exploitée à vue :

- seuil 01C : approche à vue de jour,
- seuil 19C : approche à vue de jour.

La piste non revêtue (01R/19L) est exploitée à vue :

- seuil 01R : approche à vue de jour,
- seuil 19L : approche à vue de jour.

L'aire d'approche finale et de décollage pour hélicoptères est utilisée uniquement de jour.

II.4 - SURFACES AERONAUTIQUES DE DEGAGEMENT

Les surfaces de base utilisées pour les servitudes aéronautiques de dégagement de l'aérodrome sont établies pour le stade ultime de développement. Elles ont les spécifications techniques définies à l'annexe I de l'arrêté du 7 juin 2007 modifié et précisées ci-dessous.

Ces surfaces correspondent, lorsque les caractéristiques physiques prises en compte ne diffèrent pas du stade actuel, aux surfaces de dégagement aéronautique ou surfaces de limitation d'obstacles (OLS) citées dans l'arrêté du 14 mars 2007 modifiant l'arrêté du 28 août 2003 relatif aux conditions d'homologation et aux procédures d'exploitation des aérodromes, et définies par l'arrêté du 10 juillet 2006 relatif aux caractéristiques techniques de certains aérodromes terrestres utilisés par les aéronefs à voilure fixe.

II.4.1 - Trouées d'atterrissage et de décollage

Chaque surface de trouée est définie par une largeur à l'origine (bord intérieur), une cote altimétrique à l'origine, un évasement, une pente et une longueur maximale.

Les caractéristiques des trouées sont les suivantes :

Les caractéristiques des trouées de l'aérodrome sont les suivantes :

Piste principale revêtue 01/19

Trouées d'atterrissage

DESIGNATIONS	CARACTERISTIQUES	
	Atterrissage QFU 01 (trouée du côté du seuil 01)	Atterrissage QFU 19 (trouée du côté du seuil 19)
- Type d'approche	Approche de précision I	Classique
- Chiffre de code	4	4
- Distance au seuil	60 m	60 m
- Largeur à l'origine	300 m	300 m
- Divergence	15%	15%
- Cote à l'origine	160,0 m NGF	157,7 m NGF
- Longueur 1ère section	3 000 m	3 000 m
- Pente 1ère section	2,00%	2,00%

- Pente 2ème section	2,50%	2,50%
- Longueur 2 ^{ème} section	3 600 m	3 600 m
- Cote 3ème section (pente nulle)	310,0 m NGF	307,7 m NGF
- Longueur totale	15 000 m	15 000 m

Trouées de décollage

DESIGNATIONS	CARACTERISTIQUES	
	Décollage QFU 19 (trouée du côté du seuil 01)	Décollage QFU 01 (trouée du côté du seuil 19)
- Chiffre de code	4	4
- Distance à l'extrémité de la piste (avec prolongements dégagés)	60 m	160 m
- Largeur à l'origine	180 m	180 m
- Largeur finale	1 200 m	1 200 m
- Divergence	12,5%	12,5%
- Cote à l'origine	159,5 m NGF	157,5 m NGF
- Pente	2%	2%
- Longueur totale	15 000 m	15 000 m

Pistes non revêtues (01/19)

Les servitudes des pistes non revêtues sont moins contraignantes que celles de la piste revêtue et n'apparaissent pas dans le présent dossier.

Aire d'approche finale et de décollage pour hélicoptères (FATO) :

DESIGNATIONS	CARACTERISTIQUES	
	Trouées QFU 01	Trouées QFU 19
- Classe de performances	1	1
- Cote à l'origine	158 m	158 m
- Largeur bord intérieur (FATO + aire de sécurité)	36,4 m	36,4 m
- Divergence 1 ^{ère} section	10 %	10 %
- Pente	4,5%	4,5%
- Largeur atteinte	120 m	120 m
- Divergence 2 ^{ème} section	-	-

- Pente	4,5%	4,5%
- Longueur totale	3 378 m	3 378 m
- Altitude atteinte	310 m	310 m

II.4.2 - Surfaces latérales

Les surfaces latérales ont une pente de 14.3 % pour la piste principale revêtue.

NB : les surfaces latérales associées à chaque seuil d'atterrissage sont prolongées le long de leurs lignes d'appui, dans le sens de l'atterrissage, jusqu'à l'extrémité de la distance d'atterrissage utilisable, définie comme la longueur de piste déclarée comme étant utilisable et convenant pour le roulement d'un avion à l'atterrissage.

Les surfaces latérales ont une pente de 100 % pour la FATO hélicoptères appuyées sur l'aire de sécurité (périmètre d'appui).

II.4.3 - Périmètre d'appui

Le périmètre d'appui est le périmètre de la plus petite surface au sol contenant l'ensemble des bords intérieurs des trouées de décollage et d'atterrissage et des lignes d'appui des surfaces latérales et incluant les éventuels raccords rectilignes.

- Piste principale revêtue : périmètre de 2 099 m x 300 m et 220 x 180 m (dont prolongement dégagé) et comprenant le périmètre de la piste 01C / 19C de 1 191,9 x 60 m.
- Piste non revêtue 01R/19R : périmètre de 401,6 x 60 m débordant côté est du périmètre de la piste principale.
- FATO hélicoptères : périmètre de 36,4 m de côté.

II.4.4 - Surface horizontale intérieure

La surface horizontale intérieure, dont la cote est fixée à 45 mètres au-dessus de l'altitude de référence de l'aérodrome, s'élève à 207,30 mètres (nivellement général de la France).

Elle est délimitée, pour chacune des pistes, par deux demi-circonférences horizontales, centrées chacune par rapport à l'origine des trouées d'atterrissage, de rayon :

- 4 000 mètres pour la piste principale revêtue,

et par les tangentes communes à ces deux circonférences.

II.4.5 - Surface conique

La surface conique a une pente de 5 % et s'élève, à partir du bord extérieur de la surface horizontale intérieure, jusqu'à une hauteur de 100 mètres, soit une cote maximale de 307,30 m (nivellement général de la France).

II.4.6 - Adaptations des surfaces

Lorsque des obstacles préexistants font saillie au-dessus des surfaces aéronautiques de dégagement définies à l'annexe 1 de l'arrêté du 7 juin 2007 modifié et qu'il s'avère impossible de les supprimer, ces obstacles sont qualifiés d'irrémediables et ces surfaces font l'objet d'adaptations.

Les adaptations sont conçues à partir d'un relèvement des courbes de niveau du terrain naturel et définissent les cotes en mètres NGF devant être respectées. Elles permettent, lorsque le terrain naturel dépasse les surfaces de base, d'accepter des obstacles naturels ou artificiels existants dans les secteurs concernés (ceux-ci ne sont ainsi pas frappés de servitudes) ainsi que tout autre obstacle futur dont la cote sommitale ne dépasserait pas celle des obstacles environnants existants.

Ces adaptations s'appuient sur une étude d'évaluation des obstacles spécifique au type d'exploitation envisagée.

Les adaptations de surface figurent sur les plans d'ensemble (A1) et de détails (A2).

Il est précisé que ces adaptations des surfaces utilisées pour les servitudes aéronautiques de dégagement de l'aérodrome ne modifient en rien les servitudes aéronautiques de balisage.

Adaptation par élévation des courbes de niveaux

Le plan des servitudes de l'aérodrome de VALENCE CHABEUIL présente une adaptation globale à l'est de l'aérodrome (communes de Montelier et Chabeuil) qui englobe une partie de la surface horizontale intérieure et de la surface conique.

Cette adaptation est imposée essentiellement par le relief et la végétation qui le surmonte. Elle est traitée par une élévation des niveaux du sol (courbes de niveau) suivant les principes énoncés ci-avant.

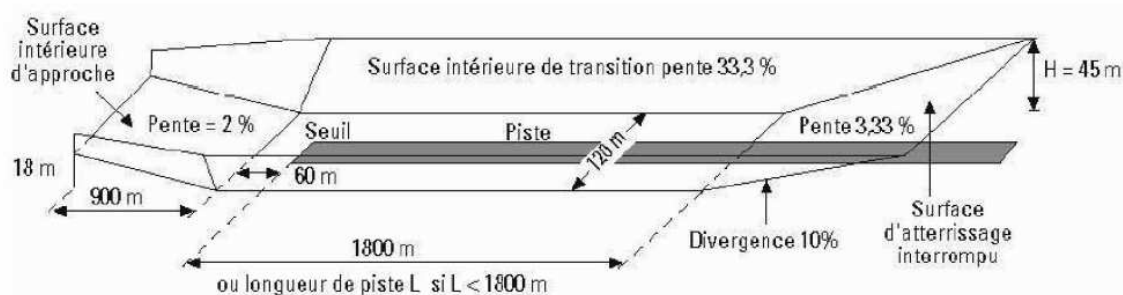
Après application, ce relèvement ne laisse subsister que quelques obstacles repérés sur les plans A1 et A2 et répertoriés dans le tableau figurant sur le plan A1 ainsi qu'au chapitre 2 de la présente note.

II.5 - SURFACES ASSOCIÉES AUX APPROCHES DE PRÉCISION (OFZ)

Les surfaces OFZ (obstacle free zone – zone dégagée d'obstacles) sont associées au **seuil 01** de la piste exploitée aux instruments avec approche de précision, de catégorie I. Elles définissent un volume d'espace aérien devant impérativement être libre de tout obstacle.

Ce volume spécifique (OFZ) est formé des surfaces suivantes :

- la surface intérieure d'approche,
- les surfaces intérieures de transition,
- la surface d'atterrissage interrompu.



Surfaces liées aux zones dégagées d'obstacles (OFZ) pour les pistes avec approche de précision de catégorie I, II ou III et de chiffre de code 3 ou 4.

Ces surfaces s'élèvent à partir des altitudes de la piste jusqu'à la cote maximale de 207.3 m NGF, située 45 mètres au-dessus de l'altitude de référence définie précédemment, excepté pour la surface intérieure d'approche.

Les caractéristiques techniques des surfaces OFZ sont indiquées dans le tableau ci-dessous :

Piste exploitée aux instruments - Chiffre de code : 4	
Seuil	01
Approche de précision - catégorie	I
Surface intérieure d'approche	
Longueur du bord intérieur	120 m
Distance au seuil	60 m
Cote à l'origine	160,0 m
Longueur	900 m
Pente	2%
Surface intérieure de transition	
Pente	33,3%
Surface d'atterrissage interrompu	
Longueur du bord intérieur	120 m
Distance au seuil	1 800 m
Cote à l'origine	157,7 m
Divergence	10%
Pente	3,33%

Les surfaces OFZ sont représentées sur le plan A3 au 1/10 000^{ème} joint à la présente note annexe.

II.6 - SURFACES APPLICABLES POUR LES AIDES VISUELLES

II.6.1 - Surfaces dégagées d'obstacles (OCS) des indicateurs visuels de pente d'approche

Les indicateurs visuels de pente d'approche (PAPI) aux seuils 01 et 19 sont protégés chacun par une surface OCS (obstacle clearance surface – surface dégagée d'obstacle).

Les caractéristiques de ces surfaces sont les suivantes :

Piste principale		
SEUIL	01	19
Pente du PAPI	3°	3°
Cote à l'origine	160,0 m NGF	157,7 m NGF
Largeur à l'origine	300 m	300 m
Distance au seuil	60 m	60 m
Divergence	15%	15%
Longueur totale (*)	15 000 m	15 000 m
Pente de l'OCS (pente du PAPI – 1,07 °)	1,93°	1,93°

Les surfaces « OCS » de ces deux « Papi » étant totalement protégées par les trouées d'atterrissage correspondantes, elles ne sont pas représentées sur les plans joints.

(*) Longueur de la section rectiligne de la trouée d'atterrissage

II.7 - ASSIETTE DES DEGAGEMENTS

II.7.1 - Aire de dégagement et limites des communes sous servitudes

Les schémas ci-après précisent l'emprise des surfaces des servitudes aéronautiques de dégagement de l'aérodrome ainsi que les limites des communes concernées par les servitudes aéronautiques.

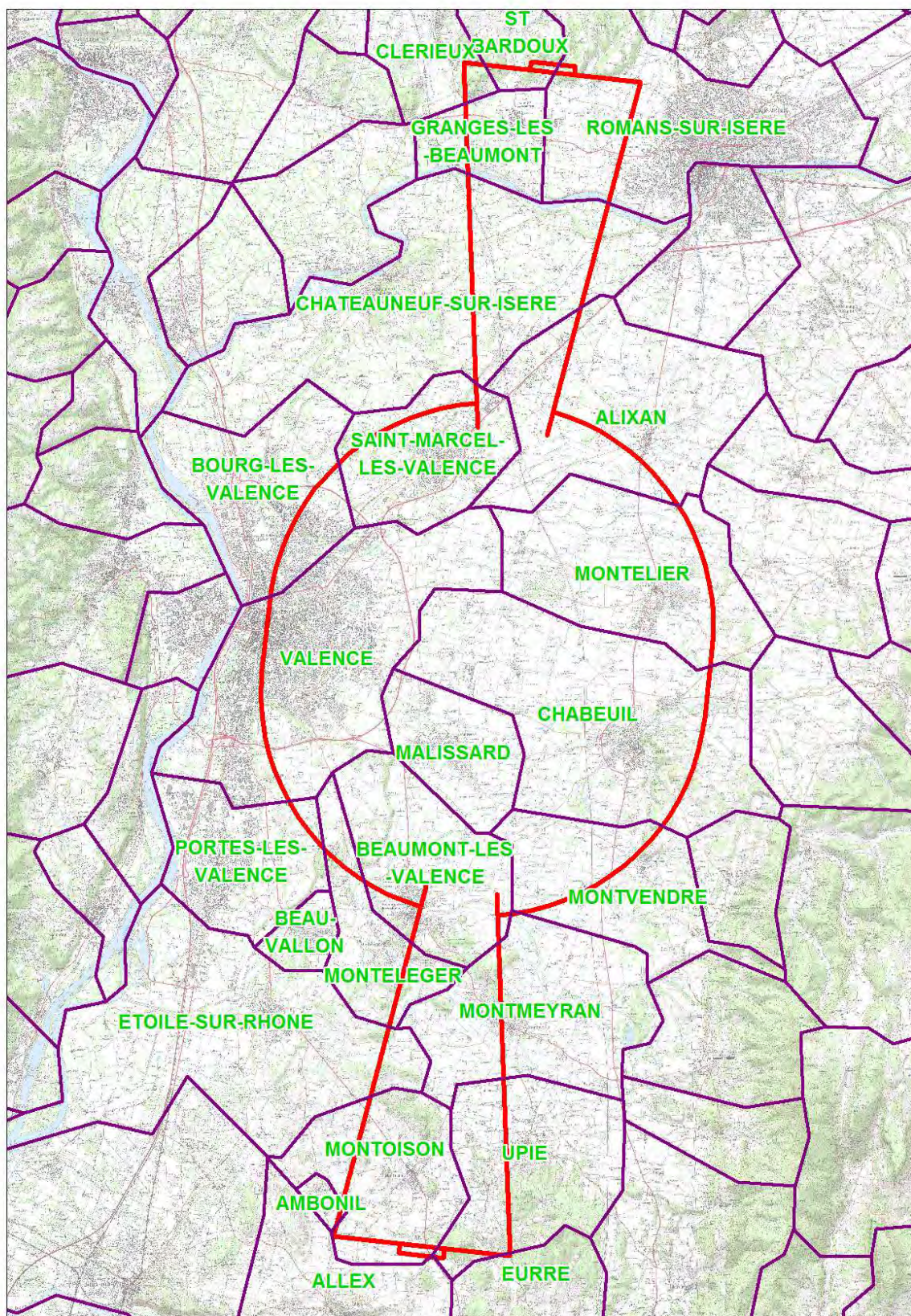
II.7.2 - Communes concernées par les servitudes aéronautiques

Les communes concernées par les servitudes aéronautiques de dégagement de l'aérodrome de VALENCE-CHABEUIL sont les suivantes :

Département de la Drôme – Communes de :

ALIXAN	MONTELEGER
ALEX	MONTELIER
AMBONIL	MONTMEYRAN
BEAUMONT-LES-VALENCE	MONTOISON
BOURG-LES-VALENCE	MONTVENDRE
CHABEUIL	PORTES-LES-VALENCE
CHATEAUNEUF-SUR-ISERE	ROMANS-SUR-ISERE
CLERIEUX	ST BARDOUX
ETOILE-SUR-RHONE	ST MARCEL-LES-VALENCE
EURRE	VALENCE
GRANGES-LES-BEAUMONT	UPIE
MALISSARD	

Enveloppe des dégagements



2 - MISE EN APPLICATION DU PSA

I - LISTE DES OBSTACLES DEPASSANT LES COTES LIMITES AUTORISEES PAR LES SERVITUDES APRES ADAPTATIONS

La liste ci-dessous est non limitative et donnée à titre indicatif (article D.242-3 du code de l'Aviation Civile).

N°	Type de surface	Type obstacle	Nature obstacle	Côte sommitale (m NGF)	Dépassement (en m)	Commune
Trouée Sud						
1	décollage	clôture	filiforme	de 161.42 m	de 0.87 m	CHABEUIL
2	atterrissage / décollage	route	mobile	de 165.3 à 168.9 m	de 0.3 à 5.8 m (gabarit + majoration : 6.3 m)	CHABEUIL
3	décollage	zone d'arbres	mince	de 164.4 à 165 m	de 2.6 à 3.5 m	MALISSARD
4	atterrissage	arbre	mince	de 169.6 m	de 1.5 m	MALISSARD
5	atterrissage	zone d'arbres	mince	de 170.1 à 172.2 m	de 1.8 m	MALISSARD
Trouée Nord						
6	atterrissage / décollage	route	mobile	de 162.8 à 164.1 m	de 0.3 à 4.1 m (gabarit + majoration : 6.3 m)	CHABEUIL
7	atterrissage / décollage	route	mobile	de 161.7 à 163.2 m	de 0.3 à 3.1 m (gabarit + majoration : 6.3 m)	CHABEUIL
8	décollage	zone d'arbres	mince	de 160.3 à 160.4 m	de 1 à 1.3 m	CHABEUIL
9	atterrissage / décollage	arbre	mince	163.8 m	de 5.2 m	CHABEUIL
10	atterrissage / décollage	zone d'arbres	mince	de 165.4 à 168.8 m	de 1.8 à 8.7 m	CHABEUIL
11	décollage	poteaux	mince	de 159.7 à 160.4 m	de 0.5 à 1.2 m	CHABEUIL
12	atterrissage	forêt	massif	de 169.1 à 171.8 m	de 2.9 à 7.4 m	CHABEUIL
13	atterrissage	arbre	mince	165.3 m	de 1.8 m	CHABEUIL
14	atterrissage / décollage	zone d'arbres	mince	de 161.9 à 165 m	de 1.5 à 5.2 m	CHABEUIL
15	atterrissage	arbre	mince	159.1 m	de 1.1 m	CHABEUIL
16	atterrissage	arbre	mince	165.8 m	de 0.1 m	CHABEUIL
17	atterrissage	zone d'arbres	mince	de 172 à 178.9 m	de 1.7 à 7.4 m	CHABEUIL
18	décollage	arbre	mince	177.3 m	de 1.4 m	VALENCE
Bande						
19	latérale	clôture	filiforme	de 163.4 à 163.5 m	de 4.8 à 5.0 m	CHABEUIL
Surface latérale Ouest						
20	latérale	arbre	mince	169.1 m	de 0.5 m	CHABEUIL
21	latérale	arbre	mince	169.1 m	de 4.3 m	CHABEUIL
22	latérale	forêt	massif	de 166.6 à 173 m	de 1.3 à 4.2 m	CHABEUIL
23	latérale	route	mobile	de 159.7 à 160.5 m	de 0.5 à 1.7 m (gabarit de 4.3 m)	CHABEUIL
24	latérale	zone d'arbres	mince	de 159.5 à 159.8 m	de 1.3 à 1.5 m	CHABEUIL
25	latérale	zone d'arbres	mince	de 166.9 à 167.5 m	de 3.7 à 6.1 m	CHABEUIL
26	latérale	forêt	massif	de 165.6 à 176.6 m	de 0.1 à 2.4 m	CHABEUIL
27	latérale	zone d'arbres	mince	de 178.6 à 179.3 m	de 1.4 à 3 m	CHABEUIL
28	horizontale	antennes	mince	de 208.9 à 213.7 m	de 1.6 à 6.4 m	VALENCE
Surface latérale Est / Surface horizontale et surface conique adaptées						
29	latérale	poteau électrique / téléphonique	mince	167.9 m	de 2.1 m	CHABEUIL
30	latérale	arbre	mince	165.3 m	de 1 m	CHABEUIL
31	latérale	zone d'arbres	mince	de 167.1 à 178 m	de 0.3 à 6.6 m	CHABEUIL

32	latérale	route	mobile	de 163.3 à 165 m	de 0.3 à 5.4 m (gabarit de 4.3 m)	CHABEUIL
33	latérale	zone d'arbres	mince	de 168 à 173.3	de 1.6 à 9.9 m	CHABEUIL
34	latérale	zone d'arbres	mince	de 163.9 à 173 m	de 0.7 à 4.1 m	CHABEUIL
35	latérale	bâti	massif	168.7 m	de 2 m	CHABEUIL
36	latérale	zone d'arbres	mince	de 169 à 176.2 m	de 0.5 à 3.8 m	CHABEUIL
37	latérale	bâti	massif	166.2 m	de 0.4 m	CHABEUIL
38	latérale	antenne	mince	168.2 m	de 2.8 m	CHABEUIL
39	latérale	bâti	massif	167.5 m	de 0.2 m	CHABEUIL
40	latérale	zone d'arbres	mince	de 168.1 à 170 m	de 0.7 à 4.3 m	CHABEUIL
41	latérale	Clôture	filiforme	163.7 m	de 4.2 m	CHABEUIL
42	latérale	Clôture	filiforme	de 163.7 à 164.7 m	de 0.6 à 1.4 m	CHABEUIL
43	adaptation	forêt	massif	224.8 m	de 0.2 m	CHABEUIL
44	adaptation	bâti	massif	247.9 m	de 7.2 m	MONTELIER
45	conique et adaptation	ligne électrique / téléphonique	filiforme	de 298.4 à 323 m	de 5.6 à 41.8 m	MONTELIER/ CHABEUIL

II - TRAITEMENT DES OBSTACLES

II.1 - OBSTACLES EXISTANTS

Les obstacles existants, dépassant les cotes limites autorisées des surfaces, le cas échéant adaptées, utilisées pour les servitudes aéronautiques de dégagement, sont frappés de servitudes et appelés à être supprimés ou à être mis en conformité avec le plan de servitudes aéronautiques de dégagement qui protège l'aérodrome.

La mise en conformité de l'obstacle par rapport au plan de servitudes aéronautiques approuvé peut être immédiate ou entreprise au fur et à mesure des besoins et des nécessités, suivant le tableau ci-après :

Traitement des obstacles perçant les surfaces de dégagement					
Numéro de l'obstacle	Nature de l'obstacle	Mise en conformité		Acceptation	Conditions de maintien provisoire ou d'acceptation
		A l'approbation du PSA	Mise en conformité à terme		
1	clôture		X (*)		conditions d'exploitation de la piste
2	route		X (*)		conditions d'exploitation de la piste ; mention sur la carte d'approche à vue
3	zone d'arbres	X			
4	arbre	X			
5	zone d'arbres	X			
6	route		X (*)		conditions d'exploitation de la piste ; mention sur la carte d'approche à vue
7	route		X (*)		conditions d'exploitation de la piste ; mention sur la carte d'approche à vue

8	zone d'arbres	X			
9	arbre	X			
10	zone d'arbres	X			
11	poteaux	X			
12	forêt	X			
13	arbre	X			
14	zone d'arbres	X			
15	arbre	X			
16	arbre	X			
17	zone d'arbres	X			
18	arbre	X			
19	clôture		X (*)		
20	arbre	X			
21	arbre	X			
22	forêt	X			
23	route		X (*)		conditions d'exploitation de la piste
24	zone d'arbres	X			
25	zone d'arbres	X			
26	forêt	X			
27	zone d'arbres	X			
28	antennes			X	balisage nocturne et mention sur la carte d'approche à vue de l'aérodrome
29	ligne électrique / téléphonique	X			
30	arbre	X			
31	zone d'arbres	X			
32	route		X (*)		conditions d'exploitation de la piste
33	zone d'arbres	X			
34	zone d'arbres	X			
35	bâti			X	maintien du balisage
36	zone d'arbres	X			
37	bâti			X	maintien du balisage
38	antenne			X	balisage nocturne
39	bâti			X	maintien du balisage
40	zone d'arbres	X			
41	clôture	X			
42	clôture		X (*)		
43	forêt			X	
44	bâti			X	balisage nocturne
45	ligne électrique / téléphonique			X	balisage diurne et nocturne

(*) Le maintien provisoire de l'obstacle pourra, le cas échéant, imposer une augmentation du décalage du seuil concerné.

Les modalités d'application des servitudes aéronautiques sont précisées dans les articles :

- L 6351-2 à 5 du code des Transports,
- R 242-1 et D 242-6 à 14 du code de l'Aviation Civile.

Les articles D 242-11 et 12 concernent en particulier la suppression ou la modification des obstacles dépassant les cotes limites. Leurs dispositions sont les suivantes :

- Article D242-11

« Lorsque les servitudes instituées par le plan de dégagement impliquent soit la suppression ou la modification de bâtiments constituant des immeubles par nature, soit une modification à l'état antérieur des lieux déterminant un dommage direct, matériel et certain, la mise en application des mesures correspondantes est subordonnée dans chaque cas à une décision du ministre chargé de l'aviation civile ou du ministre des armées.

Cette décision est notifiée aux intéressés par l'ingénieur en chef du service des bases aériennes compétent, conformément à la procédure appliquée en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.

Les notifications comportent toutes précisions utiles sur les travaux à effectuer ainsi que sur les conditions dans lesquelles ils pourraient être exécutés. »

- Article D242-12

« Si les propriétaires consentent à exécuter les travaux qui leur sont imposés aux conditions qui leur sont proposées, il est passé entre eux et le représentant du ministre chargé de l'aviation civile ou du ministre des armées une convention rédigée en la forme administrative.

Cette convention précise :

1° Les modalités et délais d'exécution des travaux, l'indemnité représentative de leur coût et les conditions de versement ;

2° L'indemnité, s'il y a lieu, pour frais de déménagement, détériorations d'objets mobiliers et autres dommages causés par l'exécution des travaux ;

3° L'indemnité compensatrice, s'il y a lieu, des autres éléments du dommage résultant des modifications apportées à la situation des lieux.

La convention peut prévoir l'exécution des travaux par les soins de l'administration. »

II.2 - REPERAGE DES OBSTACLES DANS LES TROUEES

Les extraits de plan ci-après représentent les secteurs à la base des trouées nord et sud avec indication de tous les obstacles tels qu'ils figurent sur le plan A2. Le tableau concerne les routes (route départementale RD 68 au sud et voies communales au nord) dont le gabarit routier (hauteur 4,30 + 2 m dans les trouées) perce les trouées d'atterrissage ainsi que les trouées de décollage.

TROUÉE SUD (Seuil 01) – RD 68

Cote au sol	Majoration	Cote sommitale	Trouée d'atterrissage		Trouée de décollage	
			Hauteur limite	Dépassement	Hauteur limite	Dépassement
158,99	6,3 m (4,3+ 2)	165,29	165,75	-0,46	160,17	5,12
159,76	6,3 m (4,3+ 2)	166,06	166,26	-0,20	160,69	5,37
160,53	6,3 m (4,3+ 2)	166,83	166,56	0,27	161,00	5,83
161,45	6,3 m (4,3+ 2)	167,75	166,95	0,80	-	
161,98	6,3 m (4,3+ 2)	168,28	167,24	1,04	-	
162,56	6,3 m (4,3+ 2)	168,86	167,54	1,32	-	

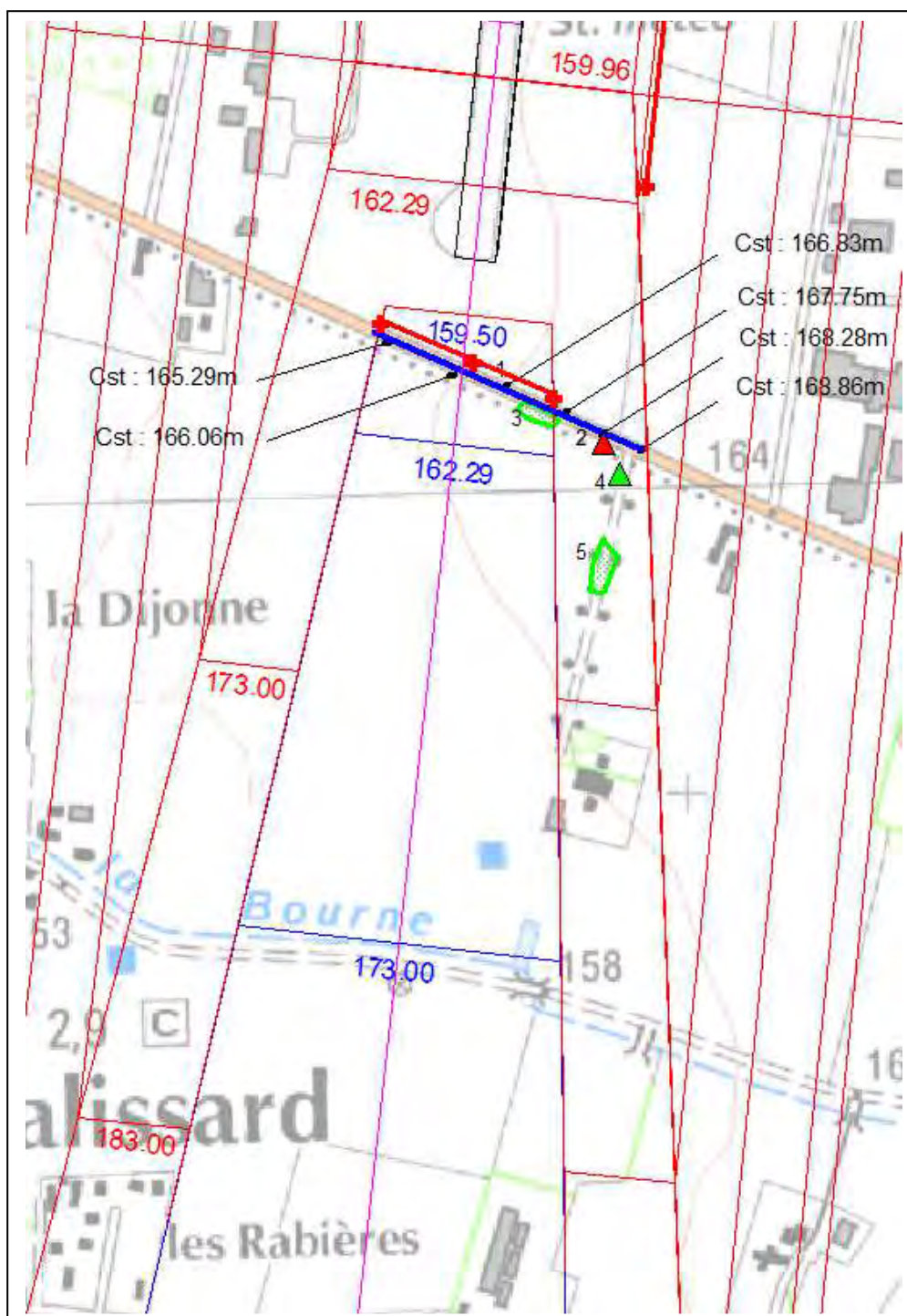
Présence de la RD 68 en extrémité 01 :

L'arrêté du 7 juin 2007 impose une distance minimale de 300 mètres entre le bord intérieur de la trouée d'atterrissage et le bord de la voie routière.

Cette distance est respectée dans l'axe de la piste mais ne l'est pas en bord ouest de la trouée d'atterrissage.

NB : Problème du souffle des réacteurs au décollage :

La distance minimale entre l'extrémité de la piste et le bord de la chaussée de 300 m pour les aérodromes dont la lettre de code est C (accueillant des avions à turboréacteurs) n'étant pas intégralement respectée, des dispositions pourront être prises pour protéger les usagers de cette voie contre les effets du souffle des réacteurs.



NB : légende extrait de plan :

- Route
- Arbre ou zone d'arbres
- Obstacle fixe

TROUEE NORD (Seuil 19) – Voies communales

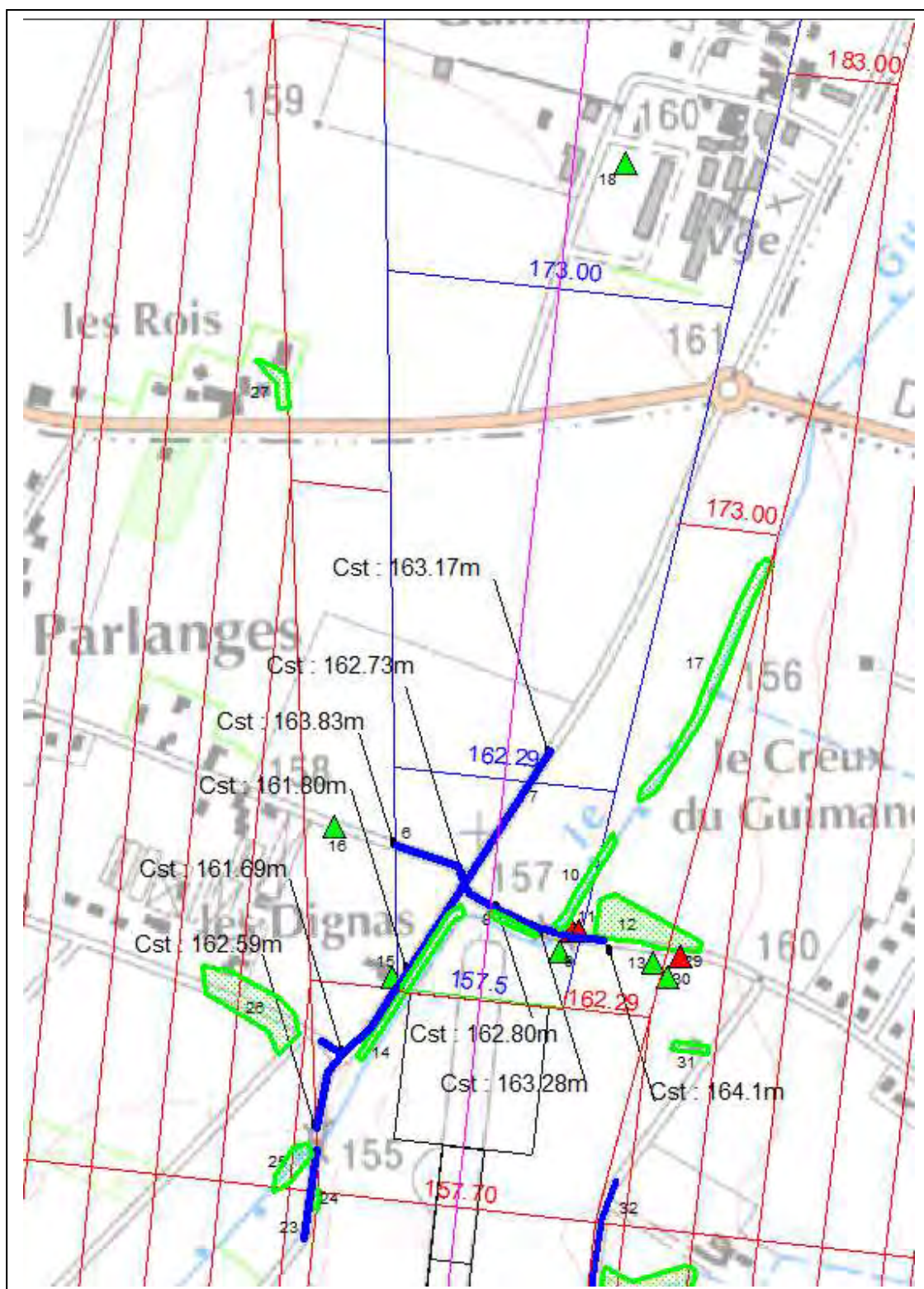
Cote au sol	Majoration	Cote sommitale	Trouée d'atterrissage		Trouée de décollage	
			Hauteur limite	Dépassement	Hauteur limite	Dépassement
Route orientée sud/nord						
156,29	6,3 m (4,3+ 2)	162,59	159,51	3,08	-	
155,39	6,3 m (4,3+ 2)	161,69	160,77	0,92	-	
155,50	6,3 m (4,3+ 2)	161,80	162,20	-0,40	-	
156,43	6,3 m (4,3+ 2)	162,73	164,88	- 2,15	160,09	2,64
156,87	6,3 m (4,3+ 2)	163,17	167,72	- 4,55	162,93	0,24
Route orientée est/ouest						
157,53	6,3 m (4,3+ 2)	163,83	165,37	- 1,54	160,58	3,25
156,50	6,3 m (4,3+ 2)	162,80	164,29	- 1,49	159,50	3,30
156,98	6,3 m (4,3+ 2)	163,28	163,98	- 0,70	159,19	4,09
157,80	6,3 m (4,3+ 2)	164,10	163,83	0,27	-	

Présence de voies routières (voies communales) en extrémité 19 :

Une partie de ces voies située sous la trouée ne respecte pas la distance minimale de 300 mètres (entre le bord intérieur de la trouée d'atterrissage et le bord intérieur de la voie routière).

NB : Problème du souffle des réacteurs au décollage :

La distance minimale entre l'extrémité de la piste et le bord de la chaussée de 300 mètres pour les aérodromes dont la lettre de code est C (accueillant des avions à turboréacteurs) n'étant pas intégralement respectée, des dispositions pourront être prises pour protéger les usagers de ces voies contre les effets du souffle des réacteurs.



NB : légende extrait de plan :

- Route
- Arbre ou zone d'arbres
- Obstacle fixe

II.3 - OBSTACLES A VENIR

Le plan de servitudes aéronautiques (PSA) est rendu exécutoire par le décret en Conseil d'Etat ou par l'arrêté ministériel qui l'approuve.

En conséquence, il s'applique à tout obstacle à venir : bâtiment, installation, plantation, etc.

S'il existe un plan local d'urbanisme (PLU) dans les communes concernées, le plan des servitudes aéronautiques lui est annexé.

S'il n'existe pas de PLU, le plan de servitudes aéronautiques s'impose à toute demande de réalisation de projet de nature à constituer un obstacle.

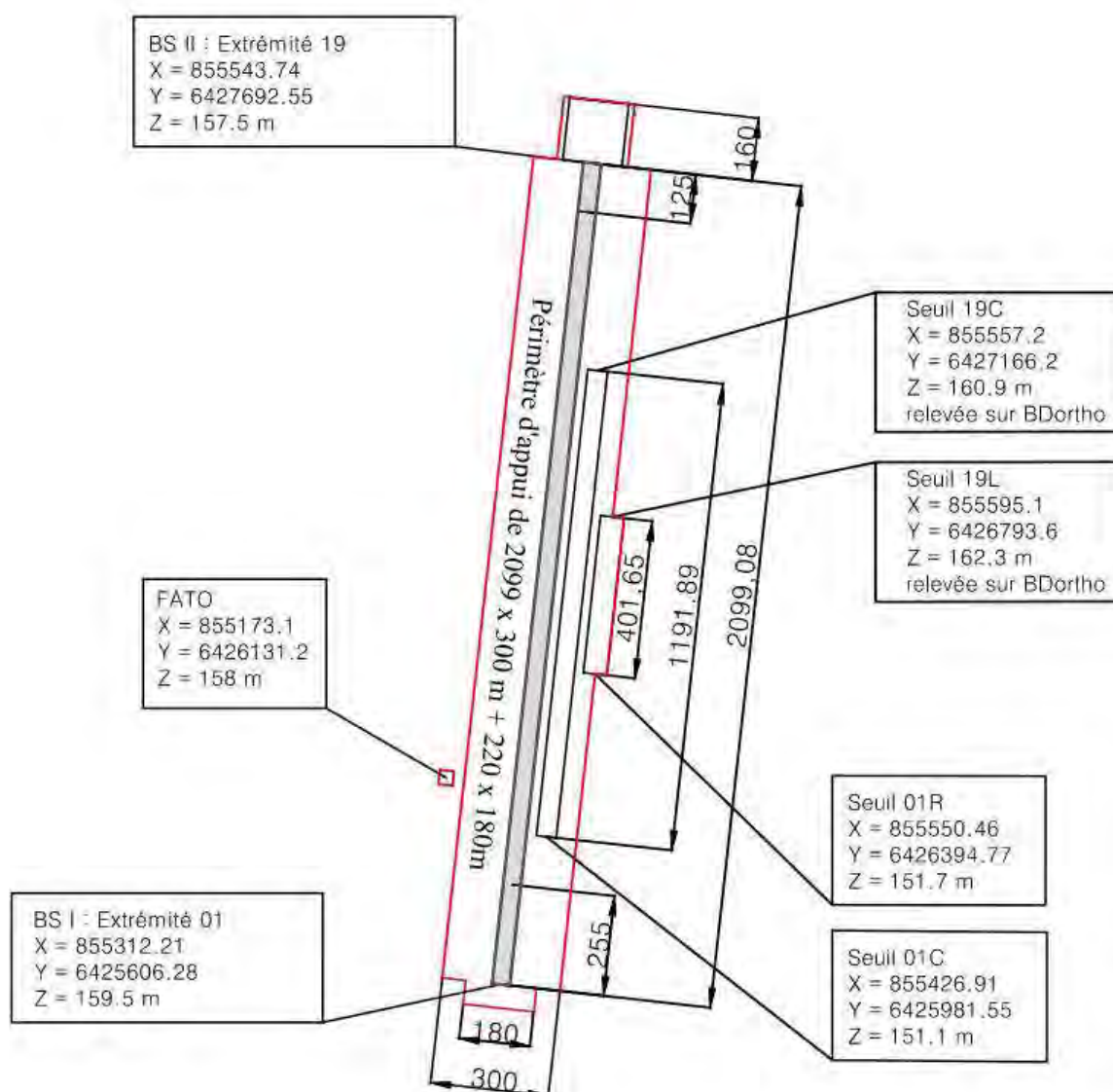
3 - ETAT DES BORNES DE REPERAGE D'AXE ET DE CALAGE

Les coordonnées x et y des bornes sont repérées dans le système géodésique WGS84 (RGF 93 projection Lambert 93).

Les altitudes z sont rapportées au nivellement général de la France IGN 69.

Les distances sont exprimées en mètres et calculées à partir des points d'infrastructure du système de pistes : projection planimétrique Lambert 93.

Schéma



Valence, le

3 - MARS 2017

COMMUNE DE PORTES-LES-VALENCE
Révision du
PLAN LOCAL D'URBANISME

APPROBATION DE : LA REVISION DU PLU

Objet : CARACTERE EXECUTOIRE DE L'ACTE

Nature et date de l'acte : Délibération du Conseil Municipal du 06 février 2017

Date de transmission au Préfet : 14 février 2017

Mesures de publicité :

- a) Affichage en mairie : le 13 février 2017
- b) Insertion dans la presse : le 09 février 2017 « Le Dauphiné Libéré »
- c) insertion au recueil des actes administratifs :

Contrôle de légalité :

Date de la lettre au maire :

Observations :

Date à laquelle la délibération devient exécutoire : 14 février 2017

Mairie de Portes-les-Valence
Services Aménagement et Risques

07 MARS 2017

Pour le Chef du Service Aménagement du Territoire et Risques
La Responsable du Pôle Aménagement/Atelier B,

Elisabeth PILLAT

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'An deux mille dix-sept, le 6 février, le Conseil Municipal de la Commune de Portes-lès-Valence, dûment convoqué s'est réuni en session ordinaire, sous la présidence de Madame Geneviève GIRARD, Maire.

Nombre de Conseillers en exercice : 29

Date de convocation du Conseil Municipal : 31 janvier 2017

PRESENTS : Geneviève GIRARD, Daniel GROUSSON, Suzanne BROT, Lilian CHAMBONNET, Sabine TAULEIGNE, Stéphanie HOuset, Antonin KOSZULINSKI, Corine ARSAC, Patrick GROUPIERRE, Geneviève BOUX, Eric GRADELLE, Isabelle WICKI, Jacques LACOUR, Laetitia POLLIOTTI, Philippe MILLOT, Jean-Louis SAINT-CLAIR, Luc CHARPENTIER, Sylvie DELOCHE, Freddy VASSEUR, Pierre TRAPIER, Sandrine AUGIER, Chantal GAMEL-BERARD, Jean-Michel BOCHATON, Myriam COMON, Ali CHAABI, Claude ILLY.

POUVOIRS : Sabrina QUESQUE à Lilian CHAMBONNET, Bernard CROZIER à Antonin KOSZULINSKI, Annie PALOU à Stéphanie HOuset.

OBJET : APPROBATION DE LA REVISION GENERALE n° 3 DU PLAN LOCAL D'URBANISME – Commune de PORTES LES VALENCE

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles **L153-12 à L153-21** et R 152-1 à R153-22 du code de l'urbanisme ;

Vu la délibération en date du 16/03/2015 prescrivant la révision du Plan Local de l'Urbanisme (P.L.U.) de la commune, complétant la délibération initiale du 15/09/2014 et définissant les modalités de concertation ;

Vu la délibération du conseil municipal en date du 29/06/2015 -complété en conseil municipal du 21/12/2015- portant débat sur le PADD (projet d'aménagement et de développement durable) ;

Vu la délibération du conseil municipal en date du 30/05/2016 arrêtant le projet de P.L.U. et tirant le bilan de la concertation ;

Vu la dérogation accordée en date du 19/09/2016 (examiné en séance du 09/09/2016) par le SCOT ROVALTAIN (au titre de l'article L 142-5 du code de l'urbanisme pour l'ouverture à l'urbanisation de certains secteurs) ;

Vu l'ordonnance du tribunal administratif en date du 25/08/2016 ;

Vu l'arrêté n°16-254 du Maire en date du 01/09/2016 soumettant le projet de révision du P.L.U. à enquête publique conjointe du 28/09/2016 au 29/10/2016, et comprenant les avis des personnes publiques associées ainsi que le nouveau Périmètre Délimité des Abords (définissant le nouveau périmètre de protection autour de la Chapelle St Gervais) ;

Vu la décision du 24/11/2015 de l'autorité environnementale après examen au cas par cas sur le dossier de révision du PLU ;

Vu le rapport de l'enquête et les conclusions du commissaire-enquêteur ;

Considérant que certaines modifications ou corrections non substantielles résultent :
- des avis des personnes publiques associées,

ID : 026-212602528-20170206-20170602-1-DE

Révision du PLU – approbation 06/02/2017

Page 1

Envoyé en préfecture le 13/02/2017

- des résultats de l'enquête publique : conclusions du commissaire enquêteur et souhaits exprimés lors de l'enquête par le public.

Ainsi, le rapporteur propose que soient apportées les modifications ou corrections suivantes :

I - Observations des Personnes Publiques Associées (PPA) :

OAP Bos Codoyer :

Suppression de cet OAP, suite aux observations de la CDPENAF, du Préfet et du Département, OAP qui serait contraire à la préservation de la zone naturelle de la zone.

Routes Départementales :

S'agissant de l'emplacement réservé (ER) n°25, lors de l'ouverture à l'urbanisation ultérieure de secteurs générant la création de nouveaux accès sur RD, les services du Département seront associés à l'étude des conditions de desserte de ces zones.

Environnement :

Bos Codoyer : Demande de passage de zone N en zone A par le Préfet.

Ce tènement avait été reclassé de zone AU en zone N lors de la révision du PLU de 2011. En effet, il avait été indiqué par la chambre d'agriculture que ce secteur avait un faible potentiel agronomique, d'où le classement en zone N précédemment et maintenu. Ce secteur est par ailleurs concerné par des phénomènes de remontées de nappe. Pas d'observations en 2016 de la part de la Chambre d'Agriculture sur le classement de ce secteur en zone naturelle, d'où maintien de ce secteur en zone N. A noter que le classement en zone N n'empêche pas l'usage agricole des terrains concernés.

Ambroisie : Le Préfet et l'ARS sollicitent l'intégration dans le règlement du PLU d'un dispositif de lutte contre l'ambroisie. L'arrêté préfectoral de 2011 sera intégré dans les annexes. Par contre, il ne sera pas intégré dans le règlement. En effet, la lutte contre l'ambroisie relève des dispositions combinées du code de l'environnement et du **CGCT**. L'intégration de « plan de gestion de l'ambroisie dans les projets d'aménagement » ne fait pas partie des pièces *limitativement* énumérées dans le code de l'urbanisme susceptibles d'être demandées dans les autorisations d'urbanisme. Néanmoins, la commune et la communauté d'agglomération gèrent et luttent, au quotidien, contre la présence de l'ambroisie en rappelant aux propriétaires et exploitants leurs obligations en la matière.

Economie :

- La Chambre des Métiers et de l'Artisanat sollicite la non création de commerces en périphérie. Le projet de boulangerie un temps envisagé en bordure de la RN 7 a été abandonné.

- La CCI indique en substance que « le changement de destination à usage de commerces est interdit, que l'offre commerciale ne doit pas être dispersé, et qu'un périmètre de protection commerciale peut être envisagé. ». La commune précise qu'en centre ville, le règlement n'interdit pas le changement de destination à usage de commerces bien au contraire. Il favorise le maintien des commerces en rez de chaussée des bâtiments par le biais d'un dispositif de protection sur règlement graphique (au titre de l'article R 151-37 du code de l'urbanisme).

Logements :

Afin que l'objectif de densité fixé par le SCOT soit atteint, celui-ci demande –tout en jugeant de la compatibilité générale du présent projet avec le SCOT- à ce que les fourchettes hautes de logements prévues dans les OAP soient respectées.

Révision du PLU - approbation 06/02/2017

Envoyé en préfecture le 13/02/2017
Reçu en préfecture le 13/02/2017

Par ailleurs, doivent être apportées quelques rectifications sur les documents suivants, suite aux observations des PPA :

Rapport de présentation

Diagnostic urbain :

A la demande du conseil départemental, les références aux anciennes RD 211 et R 211a -transférées à la commune- seront supprimées ; rectification du § 6.1.3.
Le diagnostic urbain a été complété au chapitre 6.1.5. pour les transports collectifs, et au chapitre 6.1.6. pour les aires de covoiturage.

EIE :

A la demande du conseil départemental, le chapitre 3.3 sera complété sur deux points : l'indication des nuisances sonores aux abords de la RD7 et la mention de l'approbation du PPBE en date du 27/04/2015.

Le rapport de présentation (EIE), la justification des choix seront également rectifiés et complétés selon les remarques émises par la DREAL.

Qualité de l'Air : le rapport de présentation sera complété à la demande de l'ARS

Nuisances sonores p.25 : la référence à l'arrêté préfectoral de 2014 sera précisé (demande de l'ARS)

Sites pollués : les remarques émises par la DREAL seront prises en compte.

Justification des Choix :

La justification de la zone 2AUe a été précisée ainsi que celle de la zone 2AU.

Des précisions ont été apportées sur le projet de la zone Np. Cette zone a vocation à installer le cas échéant d'une table d'orientation pour des promeneurs, l'accès sur la RD n'est pas remise en cause.

Le site n° 3 —décrit dans justification des choix et situé Chemin de Châtenet- sera supprimé de la liste des bâtiments pouvant faire l'objet d'un changement de destination.

Le rapport de présentation (EIE), la justification des choix seront également rectifiés et complétés selon les remarques émises par la DREAL.

OAP (Orientations d'Aménagement et de Programmation) :

La référence à la RD 211 –RD transférée à la commune- est rectifiée.

L'OAP -secteur la Motte- sera rectifié pour tenir compte des remarques de la CNR (entretien ripisylve, majorité d'activités admises notamment).

OAP Bos Codoyer supprimée car contraire à la préservation de la zone naturelle de la zone, à la demande de la CDPENAF, le Préfet et le Conseil Général

Règlements :

Zones A et N : le règlement est adapté pour tenir compte des avis émis par le Préfet, la CDPENAF, et la Chambre d'Agriculture. Ces modifications concernent notamment des précisions apportées sur les notions de hauteur, d'implantation et de nombre et surface

d'annexes

ID : 026-212602528-20170206-21170602-1-DE

Revision du PLU – approbation 06/02/2017

Recu en préfecture le 13/02/2017
Envoyé en préfecture le 13/02/2017

Zone Ult : Adaptation du règlement de la zone Ult, à la demande de la CNR, d'une part, par une phrase relative à l'octroi de travaux « à condition de respecter le cadre de la concession accordée par l'Etat à la CNR » et, d'autre part, par une phrase relative aux « combrières de parkings équipés de photovoltaïques ».

Le règlement est par ailleurs complété pour permettre en substance « l'entretien des plantations identifiées au PLU comme ensemble végétal à protéger si ceux-ci présentent un danger pour la sécurité des usagers du bord du Rhône ».

Le règlement du lotissement accordé en 2012 ne sera pas repris dans le règlement du PLU. Ce règlement du lotissement est en effet valable pendant 10 ans, avec maintien des droits acquis jusqu'à l'expiration d'un délai de 5 ans à compter de l'achèvement du lotissement, conformément aux dispositions des articles L 442-9 et 11 du code de l'urbanisme.

Règlement graphique :

La parcelle ZD.35 –secteur Les Monerits- sera reclassée de la zone NL en zone A (à la demande de la CDPENAF, du Préfet, de la Chambre d'Agriculture et du Conseil Départemental).

La légende de la zone **Rrd** sera indiquée.

Trame EBC enlevée du tracé actuel de la **RD 269** (remarque Chambre d'Agriculture)

ICPE : la zone de protection autour d'**Oxena** –site seveso seuil bas- sera **reportée** sur les règlements (graphique et écrit).

Changements de destinations des bâtiments agricoles :

Suite aux observations de la Chambre d'Agriculture :

- La surface du bâtiment identifié - site n° 1 (propriété Beaumont- lieudit Le colombier) sera réduite ; la partie au sud sera supprimée.
- Le site n° 3 (chemin de châtenet – parcelle ZC232) –décrit dans justification des choix- sera supprimé de la liste des bâtiments pouvant faire l'objet d'un changement de destination. En effet, ces bâtiments identifiés doivent être des constructions couvertes et closes, ce qui n'est pas le cas.
- Les sites 4 (ex 5) et 5 (ex) 6 ont été complétés par des photos dans le rapport de présentation.
- Un seul des 2 bâtiments de la parcelle ZC306 (propriété DUTRON) (dénommé site 5 lors enquête publique et site 4 après enquête) sera maintenu, côté Nord.

Annexes :

L'arrêté préfectoral de lutte contre l'ambrosie de 2011 est annexé ; cf remarque susvisée.

II - Observations portées sur le registre d'enquête publique et sur le rapport du commissaire enquêteur:

Observations portées sur le registre d'enquête publique :

- Observation n° 4- Sunpower – Projet de parc photovoltaïque autour du Dépôt Pétrolier de Portes les Valence (DPPV) – Il est fait droit à la demande d'adaptation du règlement des articles 1 et 2 de la zone 2AUI pour autoriser ce type de projet.

10-10-2017 11:02:00 1-DE

Révision du PLU – approbation 06/02/2017

Reçu en préfecture le 13/02/2017
Envoyé en préfecture le 13/02/2017

- Observation n° 13- Sté Cemex sollicite tramage spécifique sur zonage Nc pour richesses sous-sol (cf art R 151-34 code de l'urbanisme)– Il est fait droit à sa demande pour tramage spécifique sur plan de zonage.

- Observation n° 15 – La SNCF sollicite classement de la parcelle AY215, classée en zone UC, en zone UIs. En effet, ce tènement est situé dans l'emprise ferroviaire de la SNCF. Un projet de bâtiment de réparation de matériel ferroviaire est en cours. Il est fait droit à cette demande de modification du zonage.

- Observation n° 16- La Mairie sollicite la prise en compte de la rectification d'une erreur graphique et matérielle de zonage entre 2AUe et 2AUC, le trait partant légèrement en biais. Cette délimitation en biais n'est pas cohérente avec le parcellaire. Cette erreur graphique et matérielle sera donc rectifiée sur le plan de zonage.

- Observation n° 1 et 20 – M. Ladreyt sollicite maintien par courrier du 27/10/2016, suite à 1^{ère} visite où il a constaté l'avis des PPA, sa demande de changement de destination du site n° 4 (parcelle ZC.40). Est argué du fait que ce changement de destination sera -quoi qu'il en soit- soumis à avis préalable de la CDPENAF, et que la temporalité d'une possible évolution des bâtiments d'élevage caprins situés à moins de 50 mètres de ses bâtiments pourrait être différente de la temporalité d'une nouvelle révision du PLU avec nouvelle inscription des bâtiments.

Il est fait droit à sa demande étant donné que tout changement de destination sera assujéti à autorisation préalable de la CDPENAF et que cette inscription n'emporte pas de droits acquis au changement de destination. Les intérêts de l'agriculteur riverain restent donc préservés.

Observations portées sur le rapport du commissaire enquêteur et retranscrites pour information :

- Observation n° 2 – Un représentant du groupe VALRIM (M. DURET) a examiné les zones à urbaniser, 1AUc, 1AUC et 2AUC. Dont acte.

- Observation n° 3 – 3 représentants de la famille Chauvet, propriétaire de terrain secteur Les Gaulets, ont examiné le règlement de la zone 2AUC et se sont renseignés sur les caractéristiques de cette zone dite « fermée » à vocation d'habitat. Ils se sont ensuite enquis de la différence entre zone UC et UCa dans les quartiers du centre ville et ont regardé le règlement de ces zones. Dont acte.

- Observation n° 5 – Un représentant du groupe France Lot (M. ALBERT) a examiné la zone 1AUc et de la zone 2AUC (règlement et OAP). Dont acte.

- Observation n° 6 – Mme SIRVENT constate le maintien de sa parcelle en zone N, et qu'aucune construction n'est envisageable. Dont acte.

- Observation n° 8 – M. Guy CHARRAS constate le maintien du classement de sa parcelle en zone Uda. Dont acte.

- Observation n° 9 – M. BOUVIER Robert constate le passage de son terrain de zone UD en UDb (pas de sous sol) ; sa maison n'ayant pas de sous sol, pas de contrainte supplémentaire. Dont acte.

- Observation n° 10 – M. et Mme George MOURIER ont vérifié zonage de leur propriété située en zone UDa et sont satisfaits. Dont acte.

- Observation n° 14 – La Sté GEG a adressé un courrier pour leur projet «Parc Photovoltaïque Les Galles» avec 4 points alimentant la réflexion sur le PLU. Les 3ers sont sans incidence sur le projet. Le 4^e point concerne la haie portée comme élément de paysage à protéger en bordure de leur tènement (parcelles ZA88 et ZA92). L'échelle et le symbole graphique du zonage

ID : 026-212602528-20170206-20170602-1-DE

Révision du PLU – approbation 06/02/2017

Envoyé en préfecture le 13/02/2017

pourraient laisser croire que la haie est au centre de la parcelle. Or, cette haie se situe en limite cadastrale. La haie ne sera donc aucunement impactée par l'implantation des ouvrages de distribution en pied de talus prévus dans leur projet et sera préservée. Dont acte.

- Observation n° 17 – M. ROUVIER Jean Louis – constate que sa parcelle AV 58 (Bos Codoyer) est situé en zone N inconstructible. Dont acte.

- Observation n° 18 – Mme SURPLY Bernadette a vérifié le règlement concernant l'article UD 6 (recul/alignement) de la zone UD. Dont acte.

- Observation n° 19 – Mme Myriam COMON a demandé des renseignements sur futures zones constructibles. Dont acte.

- Observation n° 21 – M. RIBEIL Jean-Marc – a vérifié si le zonage de sa maison avait évolué. Celle-ci se situe toujours en zone N. Dont acte.

- Observation n° 23 – M. FRAISSE Patrice –propriétaire d'un terrain situé en zone 2AUc s'est renseigné sur les possibilités futures de construction. Dont acte.

Par ailleurs, il ne sera pas donné suite aux demandes suivantes formulées lors de l'enquête publique :

- **Observation N° 7** – M. Brunet représentant la sté NEXITY a remis un courrier du 03/10/2016. Cette société regrette que le terrain cadastré AK 101-92-93 passe en phasage n° 2 dans l'OAP dite des Peyrollets. En effet, sur le PLU approuvé en 2011, ce terrain, classé en 2AUoh, était ouvert à l'urbanisation sous réserve d'une urbanisation d'ensemble.

De 2011 à mi-2016, aucun permis d'aménager n'a été déposé et n'a pu aboutir, manifestement faute de consensus entre propriétaires, voire entre propriétaires et aménageurs. En effet, après le dépôt de 2 certificats d'urbanisme de simple information en 2015 et 2016 (avec annonce de la possibilité d'un sursis à statuer), un permis d'aménager (PA) a été déposé le 16/06/2016, soit postérieurement à la phase « Arrêt » de la présente révision intervenue le 31/05/2016 ; PA qui a fait l'objet d'un sursis à statuer.

Dès lors, faute de projet abouti sur le tènement précédemment classé en 2AUoh, lors des études sur le PLU et du choix de phasage de l'urbanisation (intervenant avant phase « arrêt »), l'ouverture à l'urbanisation des tènements (cadastrés AK15, AK 182, AK 204 à AK 207, et situés également en zone à urbaniser), a été privilégiée ; ces parcelles constituant également une dent creuse et étant desservis.

La commune n'a pas l'intention de modifier le phasage d'urbanisation choisi, phasage nécessaire pour maîtriser l'évolution du nombre de logements et d'habitants, en adéquation notamment avec le PADD, le PLH, ainsi qu'avec la capacité des équipements collectifs.

A noter que la constructibilité du tènement en cause n'est pas remise en cause mais simplement reportée dans le temps.

- **Observations n° 11 et 22**– Mme CHARIGNON Odile née CHAMPEL (propriétaire de la parcelle AK 93) déplore, lors visite enquête publique, puis par courrier du 24/10/2016, la constructibilité en 2° phase de son tènement situé en zone 1AUc. En effet, la constructibilité de celui-ci est conditionnée à 80 % de remplissage d'un autre secteur de la zone 1 AUc, alors qu'elle était constructible dans le PLU de 2011.

Même remarque que pour observation n° 7 ci-dessus.

- **Observation n° 12** - M. Buttigieg Nicolas, et Mme Legoff Caroline propriétaire indivis de la parcelle AS 01, sollicitent la suppression de l'espace dédié au stationnement (Emplacement Réserve n° 7), et le déplacement de celui-ci sur la zone 2AUe adjacente. Par ailleurs, M. Buttigieg souhaiterait pouvoir conserver un espace commercial sur sa parcelle et que soient définies clairement les orientations de la Mairie

concernant la partie boisée ainsi que sur le chemin indivis le desservant. Enfin, il souhaiterait que le chemin en indivis desservant l'opération soit exclue du périmètre de l'OAP.

La commune se doit d'anticiper et réserver les terrains nécessaires à la réalisation de programmes nécessaires à la vie communale. La réalisation d'un parking à proximité du complexe sportif (halle des sports et salle spécialisée) est une nécessité pour permettre un accueil satisfaisant des compétiteurs et spectateurs lors des manifestations sportives conséquentes et récurrentes sur ces sites. Dès lors, la localisation de l'emplacement réservé n° 7 (dont il est à noter que l'emprise sur le règlement graphique –seule emprise faisant foi- est moindre que sur le schéma des OAP) est cohérente avec les objectifs poursuivis.

La circonstance qu'un terrain communal soit situé à proximité ne rend pas injustifié l'emplacement réservé n° 7. Ce terrain communal cultivé, situé en surplomb et dans un compartiment géographique distinct sans lien entre les lieux, est classé en zone 2AUe pour permettre l'aménagement futur d'équipements rendus nécessaires par l'arrivée de nouveaux habitants.

S'agissant de la possibilité de réaliser un lieu de vente, le règlement de la zone ne l'interdit pas.

Concernant le devenir précis de la partie boisée et des cheminements, les OAP sont des principes d'aménagement qui ont vocation à orienter l'aménagement futur, sans que cela ne soit –à ce stade- des plans précis.

Pour le périmètre de l'OAP, celui-ci est cohérent avec l'ouverture à l'urbanisation envisagée. Il n'apparaît pas opportun de laisser une parcelle isolée entre des opérations d'urbanisation (existante et à venir), excluant une réflexion d'ensemble entre ces 2 aménagements.

Sur ce même tènement, Me Hourcabie –avocat des personnes susvisées- a transmis un courrier par fax reçu le 28/10/2016 et un recommandé expédié le du 31/10/2016 (hors délai de l'enquête close le 29/10/2016 et reçu le 02/11/2016). Ce courrier fait part quasiment des mêmes réserves émises par M. Buttigieg, pour lesquelles les réponses de la Commune sont identiques avec les précisions suivantes pour les points non déjà évoqués.

S'agissant de la circonstance que l'ER 7 qui grevait le terrain de ses clients, sur le PLU approuvé en 2011, n'ait pas été mis en œuvre précédemment, cela résulte de l'abandon du projet de piscine intercommunal. Cela ne remet pas en cause le projet nouvellement défini et porté par la commune

S'agissant du fait que la marge de recul imposée au tènement ne s'appliquerait pas aux terrains riverains, cela est erroné. En effet, cette marge de recul de 5 mètres s'applique d'ores et déjà sur le PLU de 2011, a été appliqué sur les constructions récentes situées le long de la rue Jean Macé et est maintenu sur les terrains riverains ; seule la trame graphique n'apparaît pas expressément sur les terrains déjà bâtis.

S'agissant de la demande de levée de l'espace vert, ou de sa réduction, la commune n'envisage pas de supprimer ou réduire cet espace boisé existant, qui participe à la qualité paysagère des lieux et au maintien de la trame verte de la commune.

Concernant les dessertes principales et secondaires portées sur l'OAP qui réduiraient les opportunités d'aménagement, il n'en est rien. Le futur aménageur devra s'en inspirer pour bâtir son projet. Il en est de même pour le chemin en indivis.

Considérant l'avis favorable formulé par le Commissaire Enquêteur,

Considérant que ces modifications ou corrections ne remettent pas en cause l'économie générale du document, tel qu'il a été soumis à l'enquête publique,

ID : 026-212602528-20170206-20170602_1-DE

Révision du PLU – approbation 06/02/2017

Envoyé en préfecture le 13/02/2017
Reçu en préfecture le 13/02/2017
Affiché le 13/02/2017

Considérant que le projet de révision du Plan Local d'Urbanisme tel qu'il est présenté au conseil municipal est prêt à être approuvé, conformément aux dispositions du code de l'urbanisme et notamment de l'article L 153-21 du code de l'urbanisme ;

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal par 23 voix pour, 5 voix contre et 1 abstentions :

-DECIDE d'APPROUVER LA REVISION DU PLU, incluant les modifications ou corrections précitées, tel qu'il est annexé à la présente délibération

- DIT que la présente délibération fera l'objet d'un affichage en Mairie durant un mois, et d'une mention de cet affichage dans un journal régional ou local diffusé dans le département, ainsi que d'une publication dans le recueil des actes administratifs mentionné à l'art R 2121-10 du CGCT :

- DIT que conformément à l'article L153-22 du code de l'urbanisme, le P.L.U. est tenu à la disposition du public à la Mairie aux jours et heures habituels d'ouverture ainsi qu'à la Préfecture.

-DIT que la présente délibération deviendra exécutoire, en application de l'article L 153-23 du code de l'urbanisme :

- dès publication et transmission à l'autorité administrative compétente de l'Etat dans les conditions définies aux articles [L. 2131-1](#) et [L. 2131-2](#) du code général des collectivités territoriales.

- après l'accomplissement des mesures de publicité visées ci-dessus (1^{er} jour de l'affichage en Mairie et mention de cet affichage dans un journal).

Fait et délibéré en mairie, le jour, mois et an que dessus.

Au registre sont les signatures.

PV de séance affiché le

Le Maire.

13 FEB. 2011

Geneviève GIRARD

